



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2635  
1er février 2019  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**



## **Le 5 février et au-delà**

# **Lutter pour nos intérêts de travailleurs**

**Violences  
policières  
L'État montre  
son vrai visage**

Page 4

**Maternités  
En lutte  
contre les  
fermetures !**

Page 6

**Venezuela  
Un coup  
de force de  
l'impérialisme**

Page 8

# Le 5 février et au-delà, se battre pour nos intérêts de travailleurs

Le week-end du 26 et 27 janvier a été riche en manifestations. 70 000 gilets jaunes ont continué à faire souffler un vent de contestation, pour le onzième samedi consécutif. Contre eux, les beaux quartiers ont péniblement rassemblé 10 000 manifestants pro-Macron, davantage émus par une vitrine brisée que par la casse sociale. D'autres rassemblements se sont aussi tenus pour la défense de l'environnement.

Alors pour débattre, oui, ça débat ! Et pas seulement dans le cadre voulu par le gouvernement, mais dans la rue, sur les places et dans les manifestations. Et ce, malgré la violence des forces de l'ordre contre les gilets jaunes, qui a fait 2 000 blessés, dont 157 au visage, 18 éborgnés et quatre mutilés par des tirs de flashball ou par des grenades de désencerclement.

Violences policières, loi anti-casseurs, le gouvernement aura tout tenté pour mettre fin aux manifestations. Mais ce climat de contestation est salutaire, parce que rien ne viendra du gouvernement.

Le grand débat se résume surtout à une série de one man shows présidentiels. On voit Macron partout, tout le temps. Il écoute, se montre ouvert à toute proposition concrète... tant qu'elle ne coûte rien, ni à l'État, ni à la bourgeoisie. Dans le cas contraire, il assène vertement sa leçon.

Ce fut le cas à Bourg-de-Péage dans la Drôme, où Macron n'avait plus affaire à des maires respectueux mais à des gens en colère. Exaspéré, il a répondu : « *Il faut proposer des vraies réformes, mais la vraie réforme, elle va avec la contrainte, les enfants.* » La semaine précédente, il avait déjà déclaré : « *Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser, car il y en a qui font bien et il y en a qui déconnt.* »

Traiter les travailleurs, les chômeurs et les retraités, comme des enfants qu'il faudrait raisonner, discipliner et contraindre, ça, Macron sait faire ! Il leur fait la morale, les culpabilise et veut leur faire porter tout le poids de la crise. Eh bien, qu'il continue, la colère n'en sera que plus grande.

S'il y a des comptes à demander, ce n'est pas aux plus pauvres ou aux chômeurs, qui ne sont responsables de rien. C'est à la classe capitaliste, qui fait et défait l'économie.

L'économie dépend de ces milliardaires qui sont, année

après année, plus nombreux et plus riches, au point qu'ils concentrent entre leurs mains autant de moyens, si ce n'est plus, que les États eux-mêmes.

Cette poignée de capitalistes détermine notre façon de travailler et de gagner notre vie, de nous nourrir, de nous déplacer, de communiquer. Elle décide de ce qui est fait des profits accumulés, de les investir... ou pas. Autrement dit, elle engage l'avenir de la société. Mais, contrairement aux travailleurs, qui sont surveillés et contrôlés en permanence, elle est libre de faire ce qu'elle veut, comme elle veut.

Ford, PSA, Bic, la papeterie Arjowiggins : nombre de grands groupes ferment des usines et mettent les salariés sur le carreau. Ils en ont le pouvoir. Quand bien même il y a des repreneurs possibles, comme pour Ford à Blanquefort, les actionnaires préfèrent fermer parce qu'ils décident en fonction de leurs intérêts égoïstes, contre celui des travailleurs et de la collectivité. La seule façon de les empêcher de nuire est de les exproprier.

Quand l'État veut construire par exemple une ligne de chemin de fer, il réquisitionne les terrains et exproprie les particuliers au nom de l'intérêt général. Mais réquisitionner les usines que les grands groupes veulent fermer et qui ont été arrosées d'argent public, c'est tabou.

C'est un tabou que les travailleurs ont intérêt à faire tomber. Car demander des comptes à la classe capitaliste, contrôler ce qu'elle fait des milliards qu'elle a accaparés au travers de l'exploitation, c'est une nécessité.

Pour augmenter les salaires, il faut prendre sur les profits. Pour embaucher massivement – et il n'y a que cela qui résorbera le chômage de masse et améliorera les conditions de travail de tous –, il faut encore prendre sur les profits. Pour plus de justice sociale et d'égalité, il faut mettre en cause la classe capitaliste, contester ses décisions et son pouvoir.

Le 5 février, un appel à la grève est lancé par la CGT. Les travailleurs qui ont compris la nécessité de se lancer dans l'action pour défendre leurs intérêts doivent se saisir de cet appel et entraîner autour d'eux. Une journée de grève ne suffira pas, mais ce n'est qu'au travers de la mobilisation des salariés dans les entreprises que la contestation pourra franchir une nouvelle étape.

## Au sommaire

### LEUR SOCIÉTÉ

Grand débat : l'art de noyer le poisson 3



Européennes : les gilets jaunes et les intérêts des travailleurs 3

Foulards rouges : les partisans de Macron défilent 3

Violences policières : le vrai visage de l'État 4



À propos d'une lettre du NPA : ne pas relancer une fausse alternative 4

Solidarité avec le NPA, après l'agression de son cortège par un groupe d'extrême droite 4

Macron en Égypte 5

Ghosn quitte Renault 5



Droits d'inscription universitaires 5

Pénurie organisée de maternités 6

Classes à 12 : ce serait bien partout 6

Collège Arche-Guédon – Torcy 6

Nourriture trafiquée : comment nourrir les profits 7

Santé : après le lait, les couches contaminées 7

Johnson et Johnson : du talc à l'amiante 7

Mayotte : l'enclavement rapporte gros aux compagnies aériennes 7

Migrants : entre deux campements 16

Enfance en danger 16

### DANS LE MONDE

Venezuela : un coup de force soutenu par l'impérialisme 8

États-Unis : fin du shutdown 8

Climat : "changeons de système, pas de planète" 9



Grèce : salaire minimum, la hausse ne rattrape pas la baisse 9

Impôts sur les sociétés : hold-up mondial 9

Brésil : catastrophe annoncée 16

### IL Y A 60 ANS

Cuba, janvier 1959 10



### DANS LES ENTREPRISES

SNCF – Gare-de-Lyon 12

SNCF, un lanceur d'alerte licencié 12

La SNCF loge un peu et ment beaucoup 12

Alstom – Belfort 12



Finances publiques – Nantes 11



General Electric – Aix-les-Bains, Villeurbanne 11

CKB-TE Connectivity – Sarthe 11

Enedis – Carrières-sous-Poissy 11

Sandvik – Fondettes 13

Eternit – Vernon 13

Stocamine – Wittelsheim 13

Carrefour Milénis – Guadeloupe 14



La Poste – Paris 14 14

Nos lecteurs écrivent 14

Valeo – Angers 15

# Grand débat : l'art de noyer le poisson

Mardi 29 janvier, le site officiel du grand débat recensait 1 828 événements, passés ou à venir. Des réunions regroupant jusqu'à plusieurs centaines de personnes ont été relayées par les médias. Certaines ont été organisées pour servir d'écrin à Macron ou à son Premier ministre, d'autres se sont déroulées en présence de ténors de moindre calibre. Mais toutes, jusqu'à présent, se sont tenues selon le même modèle, celui mis au point par les services de l'Élysée.

Les participants prennent la parole chacun leur tour pour exprimer ce qu'ils ont sur le cœur, dans le cadre des sujets définis par l'Élysée. Les questions et contributions sont notées. Il y en aurait à ce jour plus de 100 000.

Le premier objectif de cette mise en scène gouvernementale est de tenter de mettre un terme au mouvement des gilets jaunes, en particulier aux

manifestations hebdomadaires. Mais elles ont continué sans faiblir et elles recommenceront samedi 2 février. Le second objectif consiste à noyer la question centrale posée par les gilets jaunes, celle du pouvoir d'achat, sous un flot d'autres questions, comme la vitesse sur route, le référendum d'initiative populaire, voire l'existence du Sénat. Et tout cela doit permettre, à chaque fois,

au représentant du gouvernement, maire, député ou autre, de se déclarer fier et heureux de voir la démocratie fonctionner.

Mais le poisson du mécontentement est vivace et s'avère difficile à noyer. Même dans ces réunions formatées, les problèmes et les sentiments des travailleurs arrivent à s'exprimer. À Sartrouville, une mère de famille dit ses difficultés à s'occuper de son enfant autiste. À Pau, une femme sans emploi dit : « Je ne suis pas une fainéante, j'ai cotisé 35 ans, j'en ai vu des fainéants, et ce n'étaient pas les moins bien payés. » A Beauvais, une femme s'élève contre les trop grandes différences entre les classes sociales et exige des mesures. Partout, des retraités et des salariés crient qu'on



Débat à Sartrouville.

n'arrive plus à finir le mois. Aucun discours sur la démocratie, aucune considération filandreuse sur les bonnes et les mauvaises taxes, l'équilibre du budget ou les prétendues beautés de la libre entreprise ne pourra masquer ce fait : le niveau de vie de la classe travailleuse se dégrade d'année en année, par le blocage des salaires, par le chômage et la précarisation, par le blocage

des pensions et allocations, par la destruction des services publics. Et pendant ce temps les profits des capitalistes explosent.

Les gilets jaunes ont posé la question du pouvoir d'achat sur la place publique et démontré qu'on pouvait relever la tête. Mais seuls les travailleurs peuvent s'en prendre à la racine du mal : le pouvoir du capital.

Paul Galois

## Européennes : la liste gilets jaunes et les intérêts des travailleurs

Le 23 janvier, Ingrid Levavasseur, aide-soignante de 31 ans, a annoncé la constitution d'une liste de gilets jaunes aux élections européennes de mai prochain, baptisée RIC, Ralliement d'initiative citoyenne.

Animatrice du mouvement dans le département de l'Eure, elle est à l'image de beaucoup de femmes et d'hommes de ce mouvement.

Aide-soignante en soins palliatifs pendant trois ans, à domicile puis en clinique privée, payée 1 250 euros net par mois, elle déclarait lors d'un débat : « Je suis une femme seule, avec des enfants : la désertification, je la connais, l'humain, je le connais, la souffrance, je la connais. » Elle fait partie des nombreuses figures qui, en décrivant en termes simples, avec dignité, les difficultés de la vie quotidienne de ceux sur qui

repose la société, ont rendu indécents les discours et leçons de morale méprisantes de Macron et de sa cour de journalistes.

Quelles que soient par ailleurs les limites d'une telle liste, que des hommes et des femmes prennent la parole et cherchent à se faire entendre, y compris sur le terrain électoral, est légitime.

Mais la question est bien celle du programme à défendre et à imposer pour enrayer la baisse catastrophique des conditions de vie des classes populaires.

De ce point de vue, il est probable que le programme

de la liste des gilets jaunes ne dépasse pas les limites politiques et sociales actuelles du mouvement lui-même.

Le nom de la liste, Ralliement d'initiative citoyenne, reflète bien cette idée que pour résoudre les problèmes de l'heure, il suffirait de faire émerger et adopter des bonnes propositions par le plus grand nombre.

Mais il s'agit d'une illusion. Derrière la dégradation continue des conditions d'existence des travailleurs, il n'y a pas un déficit de propositions mais le talon de fer d'une classe sociale, cette grande bourgeoisie qui possède les plus grandes entreprises, les banques et la plupart des médias, et qui peut ainsi accaparer la plus grande partie des richesses. En France, huit milliardaires possèdent autant qu'un tiers de la population, ceux qui ont des fins de mois impossibles, qui doivent choisir entre le chauffage et la nourriture.

Aucun des problèmes, même les plus élémentaires, comme se soigner ou se loger, ne pourra être résolu sans renverser le pouvoir de cette minorité de privilégiés. Il est vital que les travailleurs défendent leurs intérêts, formulent leurs revendications et contestent la dictature du grand capital. C'est ce programme et cette perspective que la liste Lutte ouvrière défendra aux élections européennes.

Christian Bernac

## Foulards rouges : les partisans de Macron défilent

Des milliers de « foulards rouges » ont défilé à Paris avec des drapeaux tricolores, en criant : « Halte aux violences », « Non à l'ISF », « Non à la chienlit ».

En Mai 68, de Gaulle traitait de chienlit les millions de salariés en grève. Quant aux violences dont parlent les foulards rouges, ils n'ont pas à craindre celles de la police : ils les

approuvent, comme ils approuvent ce gouvernement au service du grand patronat.

Il y avait des députés et sénateurs pro-Macron dans la manifestation. Mais, officiellement, le gouvernement n'y appelait pas. Il craignait que ça fasse un bide. Bien vu !

P.L.

## AGENDA

### Réunion publique Montluçon

Vendredi 1er février à partir de 18 h 30

Maison des associations de Fontbouillant  
4, rue Serge-Gras

Avec Nathalie Arthaud

### Fêtes

#### Argenteuil - Val-d'Oise

Samedi 2 février à partir de 16 h 30

Complexe Jean-Vilar  
9, boulevard Héloïse

Meeting avec Nathalie Arthaud à 19 h 45

#### Maisons-Alfort - Val-de-Marne

Samedi 16 février à partir de 18 heures

Moulin Brûlé  
47, avenue Foch

Meeting avec Nathalie Arthaud à 19 h 45



# Violences policières : le vrai visage de l'État

Depuis leur mise en service, le Flash-Ball et le lanceur de balle de défense (LBD), qui l'a remplacé, sont dénoncés comme responsables de blessures graves et d'au moins la mort d'un homme en 2010.

Avec le mouvement des gilets jaunes, les tirs se sont banalisés. Des policiers de la BRI de Montpellier ont même utilisé des fusils à pompe chargés de balles en caoutchouc lors de la manifestation du 12 janvier. Depuis le 17 novembre, 2 000 personnes auraient été blessées par la police ou les gendarmes ; 157 l'auraient été au visage, 18 auraient été éborgnées. Les victimes ne sont d'ailleurs pas toujours des manifestants.

Face aux protestations soulevées par ce bilan, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a affirmé mardi 22 janvier, devant une commission de l'Assemblée nationale, que les policiers seraient équipés d'un système vidéo pour contrôler les tirs après coup. C'était

le cas dès samedi 26 janvier à Paris lors de la dernière journée de manifestations des gilets jaunes.

L'impact à l'œil, quelle qu'en soit l'origine, qu'a reçu Jérôme Rodrigues, une figure du mouvement gilet jaune, a démontré ce que vaut ce dispositif qui ne protège en rien les manifestants. Les images que prenait Jérôme Rodrigues en direct sur son téléphone portable montrent qu'il ne représentait aucun danger pour une unité de police, qui d'ailleurs n'était pas encerclée. Depuis le début du mouvement, que ce soit à coup de balles en caoutchouc, de grenades ou de gaz lacrymogènes, Castaner et le gouvernement donnent carte blanche à la police ou aux unités de gendarmes



SERGE D'IGNAZIO

mobiles au prétexte de neutraliser les « casseurs ». L'objectif est d'intimider et de dissuader de venir ou revenir aux manifestations. Le gouvernement n'a pas l'intention de changer de politique : en décembre dernier,

1 280 LBD et 450 Penn Arms multi-coups (des FlashBall à six coups) ont été commandés. Alors côté pile, le gouvernement met en scène son grand débat national où, prétend-il, la parole doit se libérer, mais côté face,

c'est le vrai visage de l'État que le gouvernement présente à la contestation : celui de bandes d'hommes armés chargés de défendre l'ordre inégalitaire qu'impose la société capitaliste.

**Boris Savin**

## À propos d'une lettre du NPA : ne pas relancer une fausse alternative

Dans une lettre signée d'Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou au nom du NPA, les syndicats, associations et partis politiques – dont Lutte ouvrière – ont été invités lundi 28 janvier à une réunion. Il s'agissait selon le NPA d'étudier comment, dans la situation créée par le mouvement des gilets jaunes, « le mouvement ouvrier, les organisations du mouvement social, l'ensemble de la gauche sociale et politique » pourraient « prendre toute leur place ».

La lettre énonçait des objectifs comme « le soutien au mouvement des gilets jaunes, le combat résolu contre l'extrême droite, l'expression de nos revendications en faveur du monde du travail ». Elle y ajoutait « la construction de mobilisations contre la politique du gouvernement en convergence avec la contestation jaune (et la question de la grève) ».

Lutte ouvrière a répondu négativement à cette invitation, qui s'adressait également à des organisations comme La France insoumise de Mélenchon, le PCF, le mouvement de Benoît Hamon Génération.s et d'autres.

Le mouvement des gilets jaunes témoigne, depuis trois mois, de l'exaspération des couches populaires devant la dégradation de leur situation en matière de pouvoir d'achat, le chômage et la précarité croissante, l'aggravation des conditions de vie et la défaillance

des services publics. Il s'en prend à juste titre au gouvernement Macron et à sa politique car si cette situation est le résultat de la crise de l'économie capitaliste, elle résulte aussi de la façon dont les gouvernements successifs ont travaillé à en faire payer les conséquences aux classes populaires.

Or parmi ces gouvernements il n'y a pas seulement le gouvernement Macron-Philippe, le dernier en date, mais aussi les gouvernements du quinquennat de François Hollande, auxquels ce que le NPA nomme « l'ensemble de la gauche sociale et politique » a apporté son soutien. Cette gauche s'y est complètement discréditée, au point qu'aujourd'hui les couches populaires et les travailleurs mobilisés dans le mouvement des gilets jaunes refusent de se reconnaître dans ses partis et dans les syndicats, constatant qu'ils ont trahi leurs aspirations.

Bien sûr ces organisations – auxquelles il faudrait ajouter le Parti socialiste que le NPA n'a tout de même pas invité – sont maintenant dans l'opposition et dénoncent la politique du gouvernement Macron pour tenter de retrouver un peu de crédit. Il est dans leur nature de vouloir, à terme, réussir à apparaître comme une alternative politique au gouvernement actuel. Mais si elles y parvenaient, on a vu dans le passé que cette « alternative » ne ferait rien d'autre que se soumettre aux exigences des grandes sociétés capitalistes. Que pourrait-on en attendre d'autre qu'une réédition de l'expérience désastreuse du gouvernement Hollande, sans doute en pire ?

Si même un véritable mouvement d'ensemble naissait contre la politique gouvernementale et patronale – voire cette « grève générale » à laquelle Olivier Besancenot a appelé dans un entretien télévisé –,

ces organisations n'auraient certes pas besoin des conseils du NPA pour tenter d'y prendre, comme dit la lettre, « toute leur place ». Elles ne le feraient pas pour conduire ce mouvement à une véritable victoire pour les travailleurs, mais pour le dévoyer vers leurs propres perspectives, comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Il faudrait non pas soutenir cette tentative, mais la combattre.

Alors pourquoi vouloir faire croire que « nos revendications en faveur du monde du travail » seraient les mêmes que celles de ces organisations ? Pourquoi faire semblant de croire qu'elles pourraient s'engager dans « la construction de mobilisations contre la politique du gouvernement » autrement que pour tenter de redonner un peu de vernis à leur politique faillie ? De la part du NPA, c'est au fond une façon de se dire prêt à adhérer à une telle politique. C'est choisir une

démarche à laquelle il n'est pas question que Lutte ouvrière apporte sa caution.

Aujourd'hui, la classe ouvrière a besoin de se mobiliser pour imposer ses exigences en matière économique et sociale, de le faire avec toute la force que peut lui donner sa place dans les entreprises, son rôle dans la production des richesses et dans la société en général. Mais à travers ses mobilisations, elle doit aussi se mettre en situation de montrer qu'en tant que classe, elle est la seule à pouvoir offrir une alternative à cette société qui s'enfonce dans la crise et à ce système capitaliste en décrépitude.

C'est à cela que vise, dans la mesure de leurs forces, l'intervention des militants de Lutte ouvrière. Cette perspective n'a rien à voir avec celle qui voudrait redonner vie aux fausses alternatives politiques dont les travailleurs n'ont que trop fait l'expérience.

**André Frys**

### Solidarité avec le NPA, après l'agression de son cortège par un groupe d'extrême droite

Lors des manifestations parisiennes des gilets jaunes, samedi 26 janvier, un groupe d'extrême droite a violemment attaqué le cortège du NPA. Le fait que ces nervis

aient revêtu des gilets jaunes ne trompe personne. Cette agression relève des méthodes classiques des apprentis fascistes : faire le coup de poing contre ceux qui se réclament

du mouvement ouvrier. Lutte ouvrière exprime sa totale solidarité avec les militants du NPA.

Communiqué de Nathalie Arthaud



## Macron en Égypte: au nom des marchands d'armes

On a pu voir dans les médias le couple Macron en photo devant le temple d'Abou Simbel, le 27 janvier, lors du premier voyage officiel du président en Egypte.

Mais, loin de concerner une éventuelle coopération culturelle franco-égyptienne, ce voyage a les mêmes objectifs que ceux du ministre Le Drian, de Hollande ou de Sarkozy : placer des contrats, en particulier dans le domaine de la surveillance, de l'armement, et des industries de pointe qui permettent de tuer mieux et plus vite. Macron s'est fendu de quelques allusions aux droits de l'homme lors d'une conférence de presse, le 28 janvier. Pas au point de se brouiller avec le dictateur égyptien dont le pays, avec ses 100 millions d'habitants, est un marché d'importance, la France étant son premier fournisseur d'armes.

Les sommes en jeu, garanties par l'Arabie saoudite, ont été multipliées par sept en trois ans, entre 2014 et 2017. Sur les carnets de commande figurent toujours une douzaine de Rafale Dassault, des équipements Thales et des corvettes NavalGroup. Peu importe donc, selon Macron et les marchands d'armes

dont il est le commercial, si les blindés Renault Trucks précédemment casés auprès du dictateur Sissi ont servi à réprimer les manifestants égyptiens.

Ce n'est certainement pas l'avis des travailleurs égyptiens, qui ne peuvent revendiquer la moindre prime impayée sans se faire arrêter pour terrorisme. Encore moins celui des dizaines de milliers d'opposants emprisonnés, battus, torturés dans les geôles du pouvoir.

Mais la petite troupe de chefs d'entreprise qui ont accompagné le couple Macron ont d'autres chats à fouetter: de grands chantiers sont en jeu, l'extension du métro du Caire, la création d'un parc éolien, ou la construction d'une nouvelle capitale en plein désert.

Satisfaire à la fois les capitalistes de l'armement et garder de bonnes relations commerciales avec un acteur stratégique dans la région, eût-il du sang sur les mains, fait partie du rôle d'un chef d'État capitaliste.

Hélène Comte

## Droits et droits

De mauvaises langues prétendent que, en visite chez le dictateur égyptien al-Sissi, le président Macron aurait quelque peu fait l'impasse sur les droits de l'homme.

Calomnies! Macron s'est publiquement inquiété de la situation de Carlos Ghosn, l'ex-PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi en prison au Japon, accusé de mal-

versations financières.

« Je me suis simplement préoccupé que le sort d'un compatriote français respecte le minimum de décence qu'on est en droit d'attendre », a précisé le chef de l'État français.

Ouf, on aurait pu croire qu'il défendait seulement les droits de l'homme... riche.

V.L.

## Ghosn quitte Renault: le plus riche chômeur du monde

Carlos Ghosn, ex-président de Nissan et Mitsubishi, est aussi désormais ex-PDG de Renault. Le ministre de l'Économie a annoncé que C. Ghosn avait envoyé une lettre de démission depuis sa prison.

L'ex-grand patron ne va probablement pas venir grossir les rangs des inscrits à Pôle emploi, même s'il ne liquide pas ses droits à la retraite. Il a encore bien des affaires en route, sans parler de celles pour lesquelles il est maintenu en prison au Japon depuis plus de deux mois.

Dans tous les cas de figure, Ghosn ne part pas sans biscuits. Il bénéficiera de ses droits légaux, vraisemblablement la totalité

de son salaire fixe pour 2018 (7,2 millions d'euros en 2017), malgré son absence injustifiée pour séjour au Japon. Les actionnaires lui voteront peut-être aussi sa part variable, à négocier, encore un million. Et la clause de non-concurrence lui vaudra de percevoir l'équivalent de deux ans de salaire fixe. S'il part à la retraite, il touchera une pension annuelle de 760 000 euros et pourra valoriser ses stock-options pour quelque

23 millions au cours actuel. Et enfin, comme il faut tout de même pouvoir vivre décemment du travail de toute une vie, sa retraite complémentaire pourra lui être versée prochainement dès son 65<sup>e</sup> anniversaire, à raison de 765 000 euros par an.

Pour avoir enrichi les fonds de pension et les actionnaires pendant près de vingt ans à la tête de Renault, Ghosn pourrait partir avec presque 30 millions. Voilà qui lui laissera le loisir de s'occuper de ses propriétés à San Francisco, sur la Côte d'Azur et de ses hectares de vignes au Liban.

Viviane Lafont



## Droits d'inscription universitaires: non à la hausse pour les étudiants étrangers!

Le 19 novembre dernier, le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé une hausse violente des droits d'inscription pour les étudiants originaires de pays hors de l'UE.

Ils devront désormais payer 2770 euros en licence (contre 170 euros aujourd'hui) et 3770 euros en master et doctorat (contre, respectivement, 243 et 380 euros). Cette hausse, qui atteint donc jusqu'à 1600%, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie baptisée : Bienvenue en France !

45 % des 325 000 étudiants étrangers viennent du Maghreb et d'Afrique. Par exemple, la France accueille 38 000 étudiants du Maroc, et seulement 5 800 des États-Unis. Or, pour un étudiant venant d'un pays pauvre comme le Maroc, le Sénégal ou l'Algérie, une telle hausse peut lui fermer totalement l'accès aux universités françaises. Il est donc vraisemblable qu'elle se traduise par une chute

des effectifs, en tout cas des pays les plus pauvres.

Les victimes ne seraient pas seulement les étudiants étrangers. Car cette hausse des droits prépare celle que l'État veut introduire pour les étudiants français. Dans d'autres pays d'Europe, les droits d'inscription ont largement augmenté ces dernières années. Par exemple en Grande-Bretagne, ils ont été introduits en 1998 et atteignent maintenant en Angleterre environ 10 000 euros par an et par étudiant. Baisser la dotation de l'État en augmentant les droits d'inscription: c'est vers ce vieil objectif de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis au moins trente ans que le gouvernement Macron-Philippe voudrait aller.

Face à la mobilisation des étudiants et des personnels, une quinzaine d'établissements ont annoncé qu'ils n'appliqueraient pas la hausse des droits d'inscription. Mais ces décisions locales ne peuvent suffire. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, leur a rappelé que les universités devaient obéissance et loyauté. En outre, le nombre d'étudiants qu'un établissement peut exonérer de droits est plafonné. Enfin, ceux qui n'appliqueraient pas la hausse verraient la dotation versée par l'État baisser et devraient donc réduire leurs dépenses.

Étudiants et personnels des universités ont bien raison de demander le retrait, au niveau national et pas seulement local, de cette mesure scandaleuse, aux relents xénophobes de préférence nationale.

Michel Bondelet

## Pénurie organisée de maternités : alertez les bébés !

**C'est un service même du ministère de la Santé, la Dress, qui le reconnaît dans une étude qu'elle vient de publier : 1,6 million de femmes en âge d'avoir un enfant ont ce que la Dress appelle une accessibilité faible aux sages-femmes dans 13 000 communes. Et 167 000 d'entre elles doivent même faire au moins 45 minutes de trajet pour accéder à une maternité ou à une sage-femme.**

Et cela n'a rien d'étonnant car en vingt ans, entre 1996 et 2016, le nombre de maternités a diminué en France de 40 %. Et ce n'est pas l'augmentation du nombre des sages-femmes, de 3 % depuis 1999, qui pourrait compenser ce manque de structures de suivi et de soins, de soignants et de soignantes pour les femmes enceintes. À tel point que divers médias ou sites spécialisés parlent à ce propos à juste titre de désert obstétricien.

Un désert qui n'a rien de naturel car, année après année, chaque gouvernement s'est employé à l'étendre en privant les maternités de moyens humains et matériels, puis en les fermant. Et cela ne s'arrête pas : du Blanc en Haute-Vienne, à Creil dans l'Oise, à Bernay dans l'Eure, 35 nouvelles maternités sont dans le collimateur du gouvernement.

C'est ce que, samedi

26 janvier à Bernay, dénonçaient les participantes et participants de la Grande marche des maternités en colère, rejoints d'ailleurs par des gilets jaunes.

En mars dernier, l'Agence régionale de santé de Normandie avait justifié la décision de fermer la maternité de Bernay en invoquant un déficit financier et la baisse de natalité. Elle avait aussi pointé « des tensions sur la démographie médicale », en clair : un manque de médecins, de sages-femmes, d'infirmières. Comme s'il était impossible de créer les postes nécessaires ! Cela creuserait le déficit financier de l'établissement ? Mais a-t-on jamais parlé du déficit financier de l'armée, entretenue finalement pour ôter la vie, alors que les maternités, elles, doivent assurer les meilleures conditions d'accouchement à celles qui donnent la vie ?

Et il faut tout le culot sans borne d'un Macron pour justifier, dans l'Eure lors de son débat à Grand-Bourgtheoulde, la fermeture de la maternité de Bernay au nom de la santé publique. Les petites maternités, rengaine serinée en haut lieu, ne pourraient garantir le maximum de sécurité médicale aux parturientes et à leurs bébés. Mais, encore une fois, pourquoi ne pas leur en donner les moyens humains et matériels ? Et en quoi les femmes seraient-elles plus en sécurité quand de plus en plus doivent accoucher dans une voiture, avant d'avoir pu atteindre la plus proche maternité encore ouverte ?

Ce gouvernement et ses soutiens n'ont pas de mots assez forts pour fustiger ce qu'ils appellent la violence des gilets jaunes. En revanche, la violence faite aux femmes et à leurs bébés avec la fermeture de toujours plus de maternités, ils n'en parlent pas, parce qu'ils l'organisent en retirant aux services de santé, comme au reste des services publics, ce qu'il versent aux entreprises et à leurs actionnaires.

**Pierre Laffitte**



Contre la fermeture de la maternité de Bernay.

## Hollande et son "pas à plus de 30 minutes"

Quand la Dress souligne que de plus en plus de femmes vivent loin d'une maternité, il faut rappeler qu'en octobre 2012 Hollande, alors président, avait affirmé solennellement : « *Aucun Français ne devait se retrouver à plus de 30 minutes de soins d'urgence.* »

Il avait fait cette promesse à la suite de la mort d'un bébé dans la voiture qui conduisait sa mère sur le point d'accoucher. Venant des environs de Figeac, dans

le Lot, où elle et son compagnon habitaient et où la maternité avait été fermée trois ans plus tôt, ils avaient dû prendre l'A-20 pour aller à celle de Brive, en Corrèze. Malgré leur rapidité à intervenir, les secours d'urgence ne purent sauver le bébé.

Devant l'émotion nationale que cela souleva, Hollande se sentit obligé de faire une promesse mais, on le sait, pas de la tenir.

**P.L.**

## Classes à 12 : ce serait bien partout

**Le ministère de l'Éducation nationale a rendu public le 23 janvier un premier bilan des classes dédoublées et limitées à douze élèves. Il confirme que les enfants y réussissent mieux, ce que les enseignants savaient depuis longtemps.**

Cette mesure a concerné, en 2017, 2 200 classes de CP des quartiers très défavorisés (dites REP+). Elle a été étendue lors de la dernière rentrée scolaire aux classes de CE1 correspondantes, ainsi qu'aux classes de CP de quartiers un peu moins défavorisés (dites REP). À la prochaine rentrée scolaire, elle devrait bénéficier au total à 300 000 élèves.

Les statistiques du ministère montrent que la proportion d'élèves en très grande difficulté a diminué, en français comme en mathématiques. Les enseignants disent également que les autres élèves ont pu eux aussi mieux profiter de l'enseignement qui leur était donné. La logique la plus élémentaire voudrait donc que l'on généralise cette mesure dans toutes les écoles et à tous les niveaux. Mais le ministère ne raisonne pas ainsi et, dès le CE2, ces mêmes élèves vont se retrouver dans des classes à effectifs surchargés dont ils

n'avaient pas l'habitude, à charge pour les enseignants de gérer la situation.

Comme le ministère ne

voulait pas dépenser un sou de plus, les dédoublements de classe dont une partie des élèves du primaire ont bénéficié se sont faits en redéployant des moyens qui manquent cruellement ailleurs. Dans le primaire, ce sont les effectifs de remplaçants qui ont été amputés

ainsi que le dispositif « plus de maîtres que de classes » qui permettait aux écoles d'avoir un peu de souplesse pour pallier les difficultés. De nombreuses classes ont été fermées dans les écoles rurales, et même à Paris. D'autre part, la priorité donnée au primaire a servi

d'alibi pour supprimer des postes dans les collèges et les lycées où ils étaient indispensables.

Déshabiller le petit Pierre pour habiller le petit Paul, c'est tout ce dont est capable le ministre de l'Éducation nationale.

**Daniel Mescla**

## Collège Arche-Guédon - Torcy : en grève contre les classes surchargées

Jeudi 24 janvier, les enseignants du collège Arche-Guédon à Torcy en Seine-et-Marne étaient à près de 100 % en grève, pour protester contre l'augmentation de l'effectif des classes de 5<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> à la rentrée 2019.

L'enveloppe allouée par le rectorat obligeait à avoir des classes de 29 élèves en moyenne. Si on y ajoute les élèves d'Ulis (en situation de handicap) et les élèves de Segpa (aux difficultés d'apprentissage graves et durables), inclus dans les classes ordinaires, cela porterait à 31 ou 32 le nombre d'élèves par classe, ce qui serait pure folie. Sans compter que 70 nouveaux logements

sont prévus à Torcy fin 2019, donc de nouvelles familles et de nouveaux élèves.

Les enseignants ont profité de la grève pour se réunir, mettre à plat les problèmes et formuler les revendications, principalement l'ouverture d'une classe supplémentaire. Ils ont dénoncé le sous-effectif des agents d'entretien et des surveillants, et listé le nombre de postes à créer. Dans une ambiance chaleureuse, des courriers à l'inspectrice d'académie, aux parents et à la presse ont été rédigés.

La banderole historique du collège a été ressortie pour l'occasion, pour le plus

grand bonheur des professeurs récemment arrivés, à qui les anciens ont raconté les mouvements de colère des années passées, fruits des restrictions budgétaires

des gouvernements successifs. Pour tout le monde cette journée de grève a été un vrai bol d'air, que personne n'est près d'oublier.

**Correspondant LO**



## Santé: après le lait, les couches contaminées!

L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a expertisé 23 marques de couches jetables pour bébés, qui contiennent toutes des substances chimiques dangereuses, même celles dites écologiques.

Les couches contiennent du glyphosate et d'autres pesticides interdits depuis plus de quinze ans, des dioxines, des hydrocarbures que l'on retrouve habituellement dans la fumée de cigarette ou des moteurs diesel, en tout une soixantaine de produits chimiques, dont certains sont cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques, ou sont considérés comme des perturbateurs endocriniens.

Comment ces produits toxiques arrivent-ils dans les couches? Certains sont volontairement ajoutés par les industriels pour les parfumer, et seraient les plus faciles à éliminer. D'autres viennent de la pollution des matières premières (comme des pesticides dans la cellulose), ou des procédés de fabrication comme le blanchiment, le collage ou l'utilisation de fortes chaleurs. Les experts ont

aussi découvert que des nanoparticules de silice sont employées au cours de la fabrication, alors que l'utilisation de nanoparticules est soumise à une déclaration obligatoire. Leur rapport souligne que les auditions des fabricants « n'ont pas permis de connaître avec précision la nature des matériaux » utilisés, ni les « auxiliaires de fabrication comme les colles par exemple, ou les substances ajoutées intentionnellement (parfums, encres, etc.) »

Modifier les procédés de fabrication de façon à éliminer complètement la présence de toxiques dans les couches jetables n'est peut-être pas facile. Mais le refus des industriels de communiquer la liste de leurs composants démontre qu'on ne peut leur faire aucune confiance pour y mettre tous les moyens possibles.

Hélène Comte



## Nourriture trafiquée: comment nourrir les profits

**Le procès des responsables de la carambouille sur la viande de cheval vendue pour de la viande de bœuf a débuté le 21 janvier, six ans après les faits. À l'époque, la police et la répression des fraudes de divers pays européens avaient mis au jour un trafic: en deux ans 500 tonnes de viande de cheval ont transité par plusieurs pays en changeant d'étiquetage.**

Des dizaines de lots de plats comportant de la viande hachée, vendus sous toutes les étiquettes, dans toutes les chaînes de supermarchés, jusqu'à Hong Kong, avaient été retirés précipitamment. Le grand public avait appris au passage que nombre de plats cuisinés étaient préparés à partir d'un « minerai de viande » composé de tous les morceaux, y compris les os, invendables en boucherie et passés au concasseur. La suite de l'enquête avait révélé des pratiques similaires sur le mouton et jusqu'à la vente aux boucheries chevalines d'animaux ayant été utilisés pour des expériences de laboratoire.

Les gouvernements de tous les pays concernés, particulièrement la France et

les Pays-Bas, où sont basées les deux entreprises dont les patrons sont aujourd'hui jugés, avaient juré que les contrôles allaient être renforcés. Il n'en a rien été. En France, la Direction de la répression des fraudes a continué à perdre des emplois par centaines. Chaque inspecteur doit contrôler un nombre toujours plus grand d'entreprises, dispersées sur un secteur toujours plus étendu. Il n'est donc pas étonnant que des affaires de ce type se soient à nouveau produites, comme celle du lait infantile Lactalis pollué à la salmonelle en 2016, et le scandale des œufs au Fipronil en 2017, concernant à chaque fois des centaines de milliers de produits.

L'année 2019 commence avec la révélation que le

cabillaud, désormais produit en grande quantité dans des élevages industriels des mers froides, est souvent chimiquement lesté d'eau et artificiellement blanchi avant d'être congelé. De plus, les carres surgelés de cabillaud pané seraient composés de rognures n'ayant rien à envier au sinistre minerai de viande. On peut raisonnablement s'attendre à des déclarations rassurantes des capitalistes de la pêche et de la distribution, affirmant que c'est la dernière fois qu'une telle horreur se produit. Elles seront renforcées par celles des ministres concernés qui garantiront que, dorénavant, l'administration exigera des entreprises le plus strict des auto-contrôles.

Le problème restera évidemment entier, tant il est vrai que fermes, usines et pêcheries tournent d'abord pour les profits de quelques-uns, quitte à mentir, voler, voire trafiquer et empoisonner la nourriture qu'ils vendent.

Paul Galois

## Johnson and Johnson: du talc à l'amiante

Le groupe américain de produits pharmaceutiques et d'hygiène Johnson and Johnson (J&J) a commercialisé entre 1971 et 2000 du talc contenant de l'amiante.

Cette affaire a éclaté il y a plus de trois ans, lorsque la famille d'une patiente décédée d'un cancer de l'ovaire a accusé l'entreprise d'en être responsable et a obtenu 75 millions de dollars de dédommagements.

En juillet dernier, Johnson and Johnson a été à nouveau condamné à verser des dommages et intérêts à un groupe de 22 femmes affirmant avoir développé un cancer de l'ovaire suite à l'utilisation

du talc. Actuellement 11 700 plaintes seraient en cours aux États-Unis.

La presse a révélé que les dirigeants de l'entreprise étaient depuis des années au courant de la présence d'amiante et qu'ils ont délibérément choisi de ne pas divulguer cette information.

Aujourd'hui, Johnson and Johnson affirme qu'il n'y a plus d'amiante dans son talc. Et si ses dirigeants expriment quelque inquiétude, c'est uniquement sur l'importance des sommes nécessaires aux futures indemnités, et surtout sur le cours de l'action qui dévise à Wall Street.

Annie Dausse

## Mayotte: l'enclavement rapporte gros aux compagnies aériennes

**Pour se déplacer vers les autres îles de la région, ou plus loin, les habitants de l'île de Mayotte doivent déboursier des sommes exorbitantes, ce qui contribue à écraser leur pouvoir d'achat.**

Les compagnies aériennes présentes sur place ont fait des Mahorais leur vache à lait. À commencer par Air Austral (propriété des conseils régional et départemental de La Réunion, en partenariat avec la chambre de commerce de l'île Bourbon) qui est en situation de quasi-monopole.

Régulièrement, une mission d'étude vient constater sur place les entraves à la mobilité rencontrées

par les travailleurs de l'île, dont beaucoup survivent de petits boulots ou de retraites misérables (souvent moins de 500 euros). Les habitants sont rançonnés par les compagnies et par Total, qui détient le monopole de la distribution de carburant. Les aides financières dites de continuité territoriale, difficiles à obtenir et méconnues de beaucoup d'habitants, sont loin d'être suffisantes pour

permettre au plus grand nombre de travailleurs de circuler et de rendre visite à leurs proches en Europe ou dans l'océan Indien.

Quant aux Comoriens, considérés par les autorités comme des étrangers sur une île de leur propre archipel, ils subissent une situation d'exception puisque leur titre de séjour (quand ils parviennent à en obtenir un) ne leur permet pas de quitter l'île, laquelle ne fait pas partie de l'espace Schengen.

Correspondant LO

# Venezuela : un coup de force soutenu par l'impérialisme

Le 23 janvier, le Venezuela commémorait la chute d'un dictateur militaire, Marcos Pérez Jimenez, renversé en 1958 par un soulèvement populaire. Cette année, il y a eu deux défilés à Caracas : celui des partisans du régime chaviste de Nicolas Maduro et celui de ses opposants. Et c'est le jour qu'a choisi le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaido, pour se proclamer président du Venezuela.

Si Guaido, un ingénieur de 35 ans, se retrouve à la tête de l'opposition de droite, c'est que ses dirigeants plus expérimentés sont assignés à résidence ou en fuite à l'étranger, sous le coup de poursuites, notamment pour corruption. Le parti qui conduit l'opposition s'appelle Volonté populaire, mais il pourrait se nommer Volonté de la bourgeoisie, car il représente les intérêts de la moyenne et grande bourgeoisie qui, depuis vingt ans, veut renverser le régime chaviste.

Quelques minutes après son coup de force, Guaido a reçu sans surprise le soutien de Trump, puis des gouvernements de droite d'Amérique latine. Les dirigeants européens s'en sont mêlés, dont Macron, tous ces grands démocrates trouvant plus démocratique un député qui s'autoproclame président que Maduro qui a obtenu à la présidentielle de mai 2018 les suffrages de 30 % des inscrits.

Mais, le lendemain 24 janvier, le ministre de la Défense, le général Padrino, entouré du haut état-major, a dit son soutien au régime : une façon de rappeler qu'il faut compter avec l'armée.

L'opposition de droite a donc repris l'offensive, avec le soutien de l'impérialisme américain, comme cela a

toujours été le cas à chaque crise du régime chaviste. Cherchant à faire basculer l'armée, elle a proposé d'amnistier les militaires qui la rallieraient.

L'armée est d'autant plus courtisée qu'elle contrôle l'essentiel de l'économie, et d'abord le pétrole, qui représente 96 % des exportations du pays. Contrôlant les frontières, elle prend aussi sa part sur tous les trafics avec les pays voisins. Pour l'heure, elle juge encore profitable de soutenir le régime chaviste. Mais la menace d'un blocus économique nord-américain pourrait faire changer d'avis ses cadres.

Padrino a aussi déclaré : « *Le diable est dans les casernes.* » Car la situation des hauts gradés, qui prospèrent encore avec Maduro, n'a rien de comparable avec celle des hommes du rang soumis, eux et leurs familles, aux mêmes difficultés que la population. Le FMI a calculé que l'inflation, qui atteint déjà un million de pour-cent, pourrait décupler en 2019 ! Ce n'est pas pour rien que trois millions de personnes ont quitté le pays, que des travailleurs exigent l'indexation des salaires sur les prix et que des militaires désertent.

Et une partie de ceux qui



Manifestation contre le régime à Caracas, le 23 janvier.

avaient apprécié la politique chaviste de redistribution de la rente pétrolière vers les classes populaires se détournent maintenant du régime, du fait des extrêmes difficultés dans lesquelles il se débat depuis la chute du prix du pétrole. Certains imaginent que le retour de la droite peut les sauver. C'est une illusion, car cela signifierait revenir à l'époque où la bourgeoisie et ses proches accaparaient la rente pétrolière.

L'opposition reproche aux chavistes de ne pas être sortis de l'économie de rente, de ne pas avoir diversifié l'industrie et d'avoir vécu au-dessus de leurs moyens quand les cours du pétrole flambaient.

Mais les chavistes n'ont pas inventé la politique de rente, ils en ont hérité. Si Chavez était resté un obscur officier et si la droite et la gauche politiciennes avaient continué de gouverner, elles se seraient retrouvées dans une situation voisine dès lors que le cours du pétrole aurait chuté.

La crise qui frappe le Venezuela est d'abord celle du système capitaliste qui spéculé sur tout, entre autres sur les matières premières. À cela les chavistes n'ont jamais cherché à s'attaquer. Et quand ils étaient en position de force, ils se sont satisfaits d'un statu quo avec la bourgeoisie.

Dans le passé, les travailleurs et les classes populaires se sont mobilisés pour empêcher les politiciens les plus liés à la bourgeoisie de reprendre le pouvoir, comme lors des deux tentatives de coup d'État de 2002. Cette mobilisation avait sauvé la mise du gouvernement chaviste et lui avait permis de prendre le contrôle du secteur pétrolier. Les travailleurs ont toujours la force d'empêcher le retour du fatras politicien dont le discrédit avait ouvert la voie à Chavez il y a vingt ans, mais aussi d'imposer au régime les exigences du monde du travail, indispensables à sa survie.

Jacques Fontenoy

## États-Unis : fin du shutdown

Après 35 jours de shutdown, c'est-à-dire de fermeture d'une grande partie de l'administration fédérale, Trump et le Congrès ont trouvé un accord permettant de débloquer jusqu'au 15 février les budgets nécessaires pour que les 800 000 fonctionnaires privés de salaire retournent travailler et surtout soient payés.

En fait, Trump n'a pas renoncé à faire financer sa promesse électorale de construire un mur à la frontière mexicaine, ce que refusent les démocrates du Congrès. Non pas parce qu'ils seraient opposés à un durcissement sécuritaire dont les immigrés font les frais – ils sont parfaitement d'accord sur ce point avec les républicains. Mais, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020, ils ne veulent pas permettre à Trump de remporter un succès politique.

La rivalité électorale

entre républicains et démocrates pourrait donc mener à d'autres blocages, d'autres shutdowns. Ni les uns ni les autres ne se soucient des travailleurs qui en font les frais : 420 000 fonctionnaires obligés de travailler sans salaire, 380 000 autres mis en congés sans solde, et bien d'autres travailleurs mis au chômage technique et privés de paie aussi, car salariés d'entreprises sous-traitantes des administrations fermées pendant cinq semaines.

En réalité, c'est la réaction des employés fédéraux qui a

été décisive. Au bout d'un moment, ils ont manifesté dans de nombreuses villes devant des bâtiments fédéraux. Ou bien, tout en faisant la queue devant les épiceries sociales où ils étaient obligés de s'alimenter, ils portaient des pancartes dénonçant les jeux de pouvoir des politiciens.

Une partie des 420 000 fonctionnaires jugés indispensables, et en tant que tels supposés continuer à travailler même sans salaire, ont commencé à désertir leur lieu de travail. Certains ont trouvé des petits boulots pour faire rentrer un peu d'argent pour leur famille. Sans eux, des services essentiels comme le fisc ou le contrôle aérien ont commencé à ne plus être assurés, des vols ont été annulés, ce qui a commencé à pénaliser les affaires des grandes entreprises, qui sont intervenues.

Ce n'était pas vraiment une action organisée, ni une grève bien sûr. Mais ces travailleurs ont montré à leur

façon qu'ils étaient indispensables au bon fonctionnement de la société.

Lucien Déroit



« Nous sommes désolés. En raison du shutdown du gouvernement fédéral, le service est fermé. »



# Climat: "Changeons de système, pas de planète"

Dimanche 27 janvier, des milliers de personnes ont manifesté dans toute la France contre l'inaction des gouvernements et des États face aux menaces que le réchauffement climatique fait peser sur les populations, sur l'avenir des sociétés et de la planète.

Des banderoles, des pancartes proclamaient « *Quand c'est fondu, c'est foutu!* », « *On veut respirer* », « *On n'a pas de planète B* » et aussi, pratiquement dans tous les rassemblements, « *Changeons de système, pas de planète!* » Reste à déterminer ce qu'on entend par système.

Depuis maintenant des décennies, chaque année, une grand-messe internationale regroupe tous les chefs d'État dans une Conférence des parties sur le climat, les fameuses COP. Ils savent tout, ces chefs d'État, ils connaissent tous les risques. Le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, leur fournit toutes les informations, toutes les connaissances scientifiques en matière d'incidence des

changements climatiques sur l'environnement et la vie.

Ils savent quels seront les effets d'une augmentation de la température de la planète sur la hausse du niveau des mers, l'intensité des vagues de chaleur, les cultures, la pêche, les espèces animales et végétales, et bien sûr sur les populations humaines, avec les ouragans, les pluies torrentielles, les famines, la pauvreté et la misère. Que font-ils de ces connaissances?

Leur action se limite tout juste à organiser des campagnes pour lutter contre le gaspillage, à réduire la place du plastique et de la voiture dans nos sociétés, ainsi qu'à multiplier les labels verts et à vendre des produits prétendus bios.

## Impôts des sociétés: hold-up mondial

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'impôt sur le bénéfice des sociétés a baissé dans le monde entier entre 2000 et 2018, passant en moyenne de 28,6% des profits à 21,4%.

Ces baisses d'impôt, qui bénéficient principalement aux grandes entreprises et aux gros actionnaires, ont été décidées par tous les gouvernements, quelle que soit leur étiquette politique. Ainsi aux États-Unis Trump l'a fait descendre brutalement de 35% à 21%, arrivant finalement au même taux que le Portugal, dirigé depuis trois ans par un gouvernement socialiste soutenu par le Parti communiste. En Hongrie, le taux est tombé à 9% depuis 2017 avec le Premier ministre d'extrême droite, Orban, et en Grèce le gouvernement dirigé par Tsipras a annoncé qu'il allait le baisser de 29% à 25% d'ici 2022.

La France a bien sûr connu la même évolution. Ce sont même les dirigeants de gauche qui ont été les principaux responsables de la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS). De 50% dans les années 1970 sous le gouvernement de droite de Giscard d'Estaing, il est passé au cours des deux septennats du président socialiste Mitterrand au taux de 33,3%, encore en vigueur en 2018. Plus pour longtemps, car Macron a programmé de le ramener à 25% d'ici 2022.

Il ne s'agit que du taux officiel de cet impôt. En réalité, de nombreux patrons paient beaucoup moins, notamment grâce à la multitude de niches et d'exonérations fiscales qui, d'année en année, s'ajoutent les unes aux autres. Ainsi les entreprises du CAC 40 ne versent à l'État en moyenne que 8% de leurs profits et elles ont payé en 2018 beaucoup moins d'impôts qu'en 2010, alors que leurs bénéfices ont augmenté.

Alors même que les États baissaient l'impôt sur les bénéfices, d'après l'ONG Oxfam, ils ont augmenté les impôts touchant le plus les classes populaires, comme la TVA, les taxes sur les salaires et les carburants. L'État a certes toujours fait payer les pauvres pour multiplier les cadeaux au grand patronat, mais aujourd'hui, alors que le capitalisme s'enfonce dans la crise, le grand patronat dépend d'autant plus de l'intervention de l'État pour continuer à faire du profit.

L'État s'apparente ainsi à une pompe à aspirer les richesses créées par les travailleurs pour les reverser dans les poches des capitalistes.

**Arnaud Louvet**



Manifestation à Bruxelles.

Tous les gouvernements savent, et depuis des années, que pour limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète en dessous de 1,5°C, ce que préconise le GIEC, il faudrait réduire drastiquement les rejets de gaz à effet de serre, et notamment de gaz carbonique. Pour ce faire, les experts affirment qu'il faudrait réduire les émissions de gaz carbonique de 45%

d'ici 2030.

Mais pour atteindre un tel objectif, il faudrait contraindre les industriels du pétrole, du charbon, de l'automobile, de l'alimentation, des transports et tous les autres à adopter une autre logique que celle du profit. Or dans le système capitaliste, par définition, les capitaux ne viennent s'investir dans une activité que s'il y a l'espoir de

réaliser un profit, le plus grand possible. C'est pour cette raison que cette organisation économique ne tient pas compte des besoins des hommes, des femmes et de toute la planète.

Alors oui, changeons de système, pas de planète, renversons le système capitaliste, afin d'offrir encore à la planète et à la vie qu'elle porte un long avenir.

**Sophie Gargan**

## Grèce: salaire minimum, la hausse ne rattrape pas la baisse

Le Premier ministre grec Tsipras a annoncé une augmentation de 11% du salaire minimum à partir du mois de février. Il passera de 586 euros brut, soit environ 500 euros net, à 650 euros brut.

Les moins de 25 ans qui touchaient un salaire plus faible, 510 euros brut, devraient percevoir le nouveau salaire minimum. Tsipras a ajouté: « *Cette augmentation montre qu'après dix ans de réductions budgétaires une autre voie est possible.* »

Malgré la fin officielle des plans d'austérité, le budget du pays est toujours sous la surveillance des créanciers européens et du FMI, qui auraient souhaité une hausse du salaire minimum plus légère. Mais, même si cette augmentation s'applique, elle ne redonnera pas un vrai pouvoir

d'achat aux travailleurs.

Avant la crise, le salaire minimum se montait à 751 euros. Il a été réduit de 22% entre 2010 et 2018. De plus, un bon nombre de salariés gagnaient davantage, grâce à un treizième voire un quatorzième mois, grâce aussi à diverses primes saisonnières ainsi qu'aux 10% supplémentaires accordés aux travailleuses et travailleurs mariés.

En réalité, les rémunérations ont diminué d'environ 40%, les pensions de retraite de moitié, après une vingtaine de coupes depuis 2010,

qui ne sont peut-être pas les dernières. Les taxes ont augmenté, en particulier la TVA, au taux de 13% sur de nombreux produits mais qui peut atteindre 24%. La nouvelle taxe foncière réévaluée et diverses dettes accumulées ont obligé de nombreux Grecs aux revenus modestes à vendre leur maison. Et cela va continuer sous la pression des banques.

Certaines allocations, dans la foulée de la hausse du salaire minimum, devraient augmenter un peu, entre autres celle des chômeurs qui passera de 360 à 400 euros. Mais un long chômage, c'est souvent l'assurance de se retrouver à la soupe populaire et en tout cas réduit à l'hébergement chez des proches. Le gouvernement se vante d'une diminution du chômage, liée en grande partie au développement du tourisme et à ses emplois précaires, mais aussi à la fuite de 600 000 Grecs, entre 20 et 40 ans, qui ont quitté le pays.

Entre la hausse des prix, la précarité de l'emploi et la mauvaise volonté des patrons ne serait-ce qu'à payer leurs salariés, on voit mal en quoi les travailleurs grecs sont sur une nouvelle voie.

**Sylvie Maréchal**



File d'attente devant une soupe populaire.

# Cuba, janvier 1959 : les guérilleros à La Havane

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959, le dictateur Fulgencio Batista fuyait Cuba. Une semaine plus tard, le 8 janvier, Fidel Castro entra dans la capitale, La Havane, à la tête d'une troupe de guérilleros et de paysans insurgés.

L'île était sous la coupe des entreprises nord-américaines qui y détenaient 80 % des services, mines, ranchs et raffineries de pétrole, 40 % de l'industrie sucrière, 50 % des trains. La Mafia avait fait de La Havane le bordel des Amériques, avec casinos et night-clubs. C'était aussi le pays de la prison, de la torture et de la mort pour les opposants. Une formidable liesse populaire salua la chute de Batista, tandis que la presse mondiale découvrait les barbudos, les guérilleros barbues. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne reconnurent le nouveau régime.

Les castristes voulaient la fin du despotisme, de la corruption, l'amélioration du sort des masses populaires, le rétablissement du système parlementaire et ne plus dépendre autant des États-Unis. Le Premier ministre José Miro Cardona était un avocat d'affaires pro-américain et les chefs de la guérilla, Fidel et Raúl Castro ou Che Guevara, ne devinrent pas tout de suite ministres.

Espérant conclure un accord, Castro se rendit aux États-Unis en avril, mais le gouvernement américain refusa de le recevoir. S'adressant à la presse, il

mit les choses au point : « *Le capitalisme sacrifie l'homme. L'État communiste, par sa conception totalitaire, sacrifie les droits de l'homme. C'est pourquoi nous ne sommes d'accord ni avec l'un ni avec l'autre.* » Il se disait humaniste et souhaitait nouer des relations cordiales avec les États-Unis.

Ce n'est que plus tard, quand il fut manifeste que Washington voulait seulement imposer sa volonté à La Havane, que Castro se découvrit socialiste ; et seulement parce que cela lui permettait d'obtenir de Moscou un peu de l'aide que lui refusait Washington.

## Bras de fer sans fin avec les États-Unis

En mai 1959, Castro lança une réforme agraire modérée, celle que prévoyait la Constitution de 1940. Elle visait des terres en friche, et les propriétaires expropriés devaient être indemnisés. Mais les États-Unis exigeaient plus d'argent, et plus vite. Castro ne céda pas et l'armée cubaine s'empara des terres des compagnies américaines.

En mars 1960, le gouvernement Eisenhower prépara le renversement de Castro. La CIA avait averti : la révolution cubaine peut

faire école « *parce que les conditions sociales et économiques dans toute l'Amérique latine favorisent la contestation des autorités au pouvoir et l'agitation sociale en faveur d'un changement radical.* » D'autres guérillas vont en effet éclater dans le sillage de la révolution cubaine, mais elles n'auront pas le même succès. Celle de Castro avait triomphé car les guérilleros, qui durant des années étaient restés isolés, devant se cacher dans les montagnes de l'île, avaient fini par rencontrer un soulèvement paysan contre la grande propriété. Puis ils ont aussi bénéficié d'un appui dans les villes, où des clandestins multipliaient les attentats contre la dictature, et des luttes ouvrières qui minaient le régime. Mais ils veillaient à ce que la ville et a fortiori la classe ouvrière ne prennent pas la direction de la lutte. Pour eux, « la plaine » restait subordonnée à « la montagne ». Avec la guérilla, ils y avaient constitué un embryon d'appareil d'État échappant au contrôle des ouvriers et des paysans qui, à partir de 1959, allait fusionner avec une partie de l'ancien appareil d'État.

En avril 1960, arriva le premier tanker de pétrole soviétique. Les compagnies américaines refusant de le raffiner, Castro les saisit. Le Sénat américain réduisit alors les commandes de sucre à Cuba. En réaction, Castro nationalisa une partie des biens américains : téléphone, compagnies électriques et sucrières. En rétorsion, Washington frappa d'embargo les exportations américaines vers Cuba.

Les nationalisations ne sont donc pas le fruit d'une quelconque idéologie socialiste des dirigeants

cubains, mais la réponse pragmatique de la direction d'un pays défendant sa souveraineté face à l'impérialisme. C'est l'hostilité des États-Unis, tentant d'étrangler Cuba, qui jeta ses dirigeants, en quête d'aide économique, dans les bras de l'URSS.

## Des nationalistes radicaux, et non des communistes

Le 3 janvier 1961, les États-Unis rompèrent leurs relations diplomatiques avec Cuba. Le 17 avril, ils lancèrent un débarquement militaire dans la baie des Cochons. Tournant au fiasco pour les anticastroïstes, la CIA et l'administration Kennedy, il permit de mesurer la ferveur du soutien populaire au régime. La population se mobilisa pour défendre l'île et chasser les *gusanos*, les « vers de terre » anticastroïstes terrés dans le sable de la baie.

Washington a presque tout tenté pour renverser le régime castriste. Sans succès. Si les liens de Cuba avec l'URSS avaient servi de prétexte à l'embargo, celui-ci aurait dû cesser en 1991, quand l'URSS disparut. Pourtant, il a été renforcé et, sans aide extérieure, les années 1990 ont été très difficiles, mais Cuba n'a pas cédé. En 1999, l'administration Clinton leva ses sanctions contre divers « États terroristes », sauf Cuba. Il fallut attendre 2009 et l'administration Obama pour que l'embargo se desserre, sans toutefois cesser.

Depuis le début, l'horizon politique des dirigeants cubains se limitait à préserver l'indépendance de leur île face à l'impérialisme américain. À ce titre, il était légitime de les soutenir. Certes, ils n'étaient pas

opposés à ce que d'autres nationalistes radicaux, selon l'expression de Guevara, prennent le pouvoir pour, par exemple, échanger le savoir-faire des médecins cubains contre le pétrole du Venezuela de Chavez.

Mais, parce qu'ils n'étaient pas des militants du mouvement ouvrier, parce qu'ils étaient des nationalistes radicaux courageux, mais pas des internationalistes socialistes et communistes, ils ne songèrent même jamais à s'appuyer sur, ni à s'adresser aux prolétaires des pays voisins, et d'abord de celui qui leur était le plus hostile, les États-Unis.

Pourtant la révolution castriste, qui avait entraîné et mis sur le devant de la scène des descendants d'esclaves noirs à Cuba, aurait pu trouver un écho parmi les millions de travailleurs et de parias afro-américains de la citadelle de l'impérialisme. Mais chercher, trouver un tel appui qui aurait pu être décisif, cela ne s'inscrivait pas dans ce pourquoi se battaient Castro et ses camarades. Du même coup, cette révolution, qu'ils bornaient par leur nationalisme à la défense de la souveraineté de l'État cubain, resta isolée dans ses frontières et, malgré des progrès et avancées que lui envient bien des peuples de la région, condamnée à subir la pression impérialiste.

Que les dirigeants cubains aient su y résister plus d'un demi-siècle, au moins en partie, est à leur honneur. Mais la révolution socialiste reste à accomplir à Cuba comme ailleurs et, cela, seul le prolétariat conscient et organisé, prenant la tête de tous les opprimés, peut l'entreprendre.

**Jacques Fontenoy**



PERFECTO ROMERO



Au premier rang, Fidel Castro et Che Guevara.

## Finances publiques – Nantes : en grève contre les suppressions d'emplois

Jeudi 24 janvier, une centaine d'agents grévistes se sont réunis devant le centre des Finances publiques de Nantes avant de former un cortège – une première depuis longtemps – et d'aller tous ensemble s'inviter au Comité technique réuni pour entériner la disparition de treize emplois en 2019 en Loire-Atlantique.

Ils se mobilisent contre les nouvelles suppressions de postes (déjà 258 en dix ans) et les 18 fermetures d'accueil, mais aussi contre les maigres primes et pour une augmentation uniforme de tous les salaires. Trois assemblées ont réuni jusqu'à plus d'une centaine d'agents dans les jours précédents. Certains ont saisi l'occasion pour dénoncer l'augmentation de la charge de travail, en particulier avec la mise en place, sans préparation ni formation adaptée, du prélèvement à la source. De plus, le retard s'accumule fatalement pour



leurs autres missions et il faut faire face au mépris de la direction qui nie les difficultés vécues au quotidien par l'ensemble des agents et les lâche en rase campagne face aux usagers.

Ces derniers sont incités à ne plus se rendre en personne à l'accueil et à passer plutôt par Internet. Le but de cette dématérialisation n'est pas de travailler mieux, avec plus de temps, mais de supprimer toujours davantage de postes.

Fermetures de sites,

externalisation des missions, rémunérations gelées, effectifs insuffisants... ce qui se passe aux Finances publiques est à l'image de ce qui se passe à la SNCF, à La Poste, dans les hôpitaux et dans l'ensemble des services publics.

Contre les suppressions de postes et pour une augmentation générale des salaires, les revendications des grévistes des Finances publiques sont celles de tous les travailleurs.

Correspondant LO

## CKB-TE-Connectivity – Sarthe : non aux licenciements !

Jeudi 24 janvier, à l'appel de la CGT, la quasi-totalité des salariés de CKB-TE Connectivity à Allonnes, dans la banlieue du Mans, ont débrayé pour dénoncer le plan de licenciements prévu. La direction compte en effet supprimer 140 postes sur les 160 de l'usine.

Les travailleurs de CKB ont été rejoints par des délégations d'autres entreprises comme Renault et quelques gilets jaunes. Et c'est à 200 qu'ils ont manifesté dans la zone industrielle du Monné à Allonnes.

L'usine d'Allonnes produit des connecteurs pour l'industrie pétrolière offshore et pour l'industrie ferroviaire. Même si l'activité liée à l'industrie pétrolière est en baisse, les commandes d'Alstom et de la Sncf augmentent chaque année de 20 %. La direction avait d'ailleurs prévu plus d'un million d'euros d'investissement en 2019. Une machine neuve de 650 000 euros est même arrivée sur le site une heure avant l'annonce du projet d'arrêt de la fabrication et un four à 200 000 euros doit arriver prochainement. Quelques embauches en CDI ont d'ailleurs eu lieu ces derniers mois pour pallier l'augmentation de l'activité et, même après l'annonce du

plan de licenciements, les clients continuent à signer des contrats.

De plus, les travailleurs du site ont appris que TE-Connectivity vend une partie de la production par l'intermédiaire d'une plateforme logistique en Suisse, ce qui lui permet de payer beaucoup moins d'impôts en France.

En fait, pour augmenter leurs profits, les patrons du groupe ont décidé de transférer une partie de la production en Pologne et de rapatrier l'autre partie au

Texas, et peu importe les travailleurs d'Allonnes ! Ce groupe international pèse pourtant 11 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploie 75 000 salariés dans le monde. Avec un bénéfice de 1,4 milliard d'euros en 2017, il aurait donc largement de quoi maintenir les emplois.

Le site d'Allonnes n'est pas le seul touché puisque la direction a aussi annoncé dix-neuf suppressions de postes dans l'usine de Toulouse, qui emploie une soixantaine de salariés. La seule chose que les travailleurs savent pour l'instant est que les discussions du plan social vont durer six mois. Le combat ne fait donc que commencer.

Correspondant LO



## General Electric : de l'énergie pour les salaires

Mercredi 23 janvier, la troisième réunion sur les salaires de General Electric Grid réseau électrique se tenait à Villeurbanne.

Depuis le début des réunions, les 180 ouvriers de l'usine d'Aix-les-Bains, qui comprend 800 travailleurs, ont entamé une grève de deux heures par équipe, matin, après-midi et nuit. La même journée, les travailleurs de l'usine de Villeurbanne se sont rassemblés pour dénoncer les propositions de la direction : 1,9 % d'augmentation de salaire au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Elle joue au yoyo concernant la prime « gilets jaunes ». Deux semaines auparavant, elle avait annoncé une prime de 150 euros pour les salaires les plus bas. Les travailleurs demandaient de l'intégrer au salaire de base. La direction a d'abord accepté, puis refusé. Devant le mécontentement, elle a accepté l'intégration de cette prime pour les plus bas salaires. Les travailleurs exigent aussi 3,5 % d'augmentation de salaire au 1<sup>er</sup> janvier.

Une centaine d'ouvriers et techniciens ont interpellé la directrice RH et ont dit ce

qu'ils avaient sur le cœur. Elle a maintenu que : « cette augmentation de 1,9 % ne pouvait être effective qu'au 1<sup>er</sup> juillet ». Un des travailleurs a répliqué que : « 1,9 % au 1<sup>er</sup> juillet se traduit par un demi-œuf », chaleureusement applaudi par ses camarades. Devant le tollé, la directrice a annoncé une nouvelle réunion mardi 29 janvier. Les travailleurs d'Aix-les-Bains ont maintenu leur grève, car cela ne fait pas le compte sur les salaires, qui sont gelés depuis deux ans.

En revanche, du côté des actionnaires il y a de l'argent : depuis 2000, le groupe GE a distribué plus de 150 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires. Rien qu'en 2017, GE leur a versé 8 milliards de dollars, auxquels se sont ajoutés 4 milliards de dollars de rachat d'actions. Il y a de quoi assurer les augmentations de salaire et interdire les licenciements.

Correspondant LO

## Enedis – Carrières- sous-Poissy : des sanctions inacceptables

Trois agents de la base technique Enedis de Carrières-sous-Poissy dans les Yvelines font l'objet d'une procédure disciplinaire. Une mise en retraite d'office pour l'un d'entre eux vient d'être prononcée au bout de 11 ans d'ancienneté, alors que la direction n'a rien à lui reprocher sur son travail, l'ayant même mis d'astreinte d'intervention le jour de Noël. Un licenciement a été demandé pour un deuxième et une sanction pour le troisième. Quels sont les faits reprochés par la directrice d'Ile-de-France Ouest d'Enedis ? Avoir volé un touret et être indigne du service public. Mais qu'en est-il en réalité ? Au mois de juin 2018, un mouvement de grève contre les suppressions de postes incessantes et pour des augmentations de salaires avait touché

200 agences d'Enedis à travers le pays avec occupation de sites. À Carrières, ces trois camarades avaient emprunté ce touret hors d'usage et destiné à la casse pour en faire une table de jardin... et ils l'ont restitué depuis. En fait, la direction veut faire des exemples, multipliant les conseils de discipline sur l'ensemble de l'entreprise.

Ces agents sont qualifiés de voleurs par la direction d'Enedis. Mais c'est bien elle qui empêche les millions du CICE prétendument au titre de la lutte contre le chômage, alors qu'elle prévoit des milliers de suppressions de postes dans les mois à venir. En 2018, Enedis a versé 659 millions de dividendes à sa maison mère EDF. À plat ventre devant les actionnaires et dur avec les salariés. Insupportable !

Correspondant LO

## SNCF : peu de logements, beaucoup de mensonges

La SNCF a lancé en interne, comme sur les médias, une campagne de publicité promettant à chaque embauché en Île-de-France, à partir de 2019, un logement à moins de 20 kilomètres de son lieu de travail.

L'annonce de la SNCF est largement mensongère. Aujourd'hui, des milliers de cheminots, parfois originaires de province, sont déjà en attente d'un logement. Pendant longtemps, la SNCF a compensé les faibles salaires en louant, via son parc immobilier, des logements à meilleur marché, souvent situés le long des voies de chemins de fer, ainsi que des foyers en meublé.

Mais dans la dernière période, pour des raisons

financières et spéculatives, elle s'est délestée d'une grande partie de son parc. Ainsi, la SNCF vient de vendre à un fonds de pension 4 000 logements pour une valeur de 1,4 milliard d'euros.

Conséquence : entre 2011 et 2017, selon le syndicat Sud-Rail, le nombre de logements fournis aux cheminots a baissé de 40%, contraignant beaucoup d'entre eux à se loger dans le privé ou à demeurer dans

des foyers parfois vétustes. Il est donc probable que les futurs embauchés auront encore plus de difficultés que leurs prédécesseurs à se loger correctement.

Cette promesse factice montre surtout le fait que la SNCF peine aujourd'hui à recruter. Et pour cause : travailler de nuit ou les week-ends, sans garantie d'emploi ou de retraite, pour à peine plus que le smic ne fait rêver personne. Ce qui est à l'ordre du jour, pour les cheminots comme pour tous les travailleurs, c'est tout d'abord de gagner un salaire digne de ce nom.

**Christian Bernac**



Immeubles vendus par la SNCF.

## Gare de Lyon, les agents de la sécurité ne se laissent pas faire

À la gare de Paris-Lyon, la SNCF vient de changer de société de sécurité. À partir du 1<sup>er</sup> février, la SNGST remplace Lancry. La SNCF pensait que ce serait l'occasion de mettre la pression sur les travailleurs, voire de se débarrasser de tous ceux qu'elle ne voulait plus voir. Et c'est ce qu'elle a essayé de faire : selon une liste glissée à la direction de la SNGST, seule une petite partie des agents de

sécurité seraient maintenus en Gare de Lyon. Pour cela, un nouveau contrat leur a été proposé avec une clause prévoyant la mobilité. L'inquiétude a fait place à la colère. «*De quel droit veut-on déplacer les plus anciens ?*» «*Pas question de se laisser faire !*» Et effectivement, les agents ont vérifié et défendu leurs droits. Avec le soutien de syndicalistes cheminots, qui ont fait signer une pétition en ligne, ils ont fait

appel à l'inspection du travail qui a mis en cause la légalité de la manœuvre.

Aujourd'hui, la SNCF, avec la SNGST, recule. Elle reconvoque ceux qu'elle avait obligés à signer le nouveau contrat et accepte leur maintien en Gare de Lyon. Mais la vigilance demeure puisque les convocations concernant tout le monde courent jusqu'au 31.

**Correspondant LO**

## Un lanceur d'alerte licencié

Le 26 décembre, la SNCF a licencié un lanceur d'alerte, ingénieur à Lyon, au service achat depuis 19 ans. Il avait dénoncé en 2012 le truquage d'un appel d'offres au profit d'IBM, qui aurait fait perdre à la SNCF 150 millions d'euros. Il a déclaré au *Parisien* : «*Des supérieurs m'ont demandé de truquer des appels d'offres, j'ai dénoncé les faits. Et maintenant, la SNCF me licencie.*»

Le parquet national financier poursuit une

enquête à ce sujet depuis 2016. L'association Anticor, spécialisée dans la lutte contre la corruption, a confirmé qu'il s'agit d'un «*dossier explosif qui met en jeu des responsables de premier plan*». En effet, le cheminot licencié a déposé plainte contre quatre cadres, dont Florence Parly, actuelle ministre de la Défense, à l'époque directrice de stratégie et finances de la SNCF pour «*harcèlement moral, délit d'extorsion de*

*consentement, complicité de malversation et subornation de témoin*». En 2017, la filiale Stelsia créée en 2010 pour passer de tels marchés de gré à gré a été liquidée, en raison de ses pratiques douteuses, suite à une exigence de la Commission européenne. Mais c'est celui qui a dénoncé les faits, et non les responsables, qui subit aujourd'hui la répression patronale. Ce licenciement est scandaleux.

**C.B.**



PASCAL BASTIEN/LIBERATION

## Alstom-Siemens Belfort : suppressions d'emplois programmées

Le projet de fusion d'Alstom avec Siemens Transport, voulu par les actionnaires, est soutenu par le gouvernement. Mais la Commission européenne, qui doit rendre un avis le 18 février, envisagerait de retoquer cette opération, estimant qu'elle aboutirait à une situation de quasi-monopole qui fausserait les règles de la concurrence.

Cette annonce de fusion a également déclenché une levée de boucliers contre le passage d'un «*fleuron industriel français*» sous contrôle allemand. Les syndicats français et belges d'Alstom ont réaffirmé leur opposition à cette fusion, trop défavorable à Alstom selon eux. Ils dénoncent aussi une opération qui pourrait rapporter tout de suite 1,8 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires d'Alstom, à Bouygues principalement, après les 2,3 milliards encaissés lors de la vente de la partie Énergie à General Electric.

Les travailleurs d'Alstom, eux, sont inquiets, et ils ont de quoi. Que peuvent bien valoir, en cas de fusion, les garanties sur le maintien des emplois pour quatre ans en France et en Allemagne ? La direction française d'Alstom ne cesse de supprimer des emplois. 800 ont été supprimés entre mars 2014 et mars 2018 à la production dans les usines en France. En septembre 2016, elle avait annoncé directement aux travailleurs de Belfort la fermeture de leur usine, provoquant leur mobilisation massive et une émotion dans la population. Hollande avait été contraint de réagir et l'État avait alors financé de nouvelles commandes.

Malgré un carnet de commandes archi rempli grâce à de profitables marchés publics, tels que TGV, nouvelles rames pour le métro francilien ou TER nouvelle génération, l'hémorragie d'emplois continue

avec les externalisations. Des mois de chômage partiel sont maintenant programmés à l'usine de La Rochelle, avec pertes de salaire. Les prétendus sureffectifs dans les services en doublon chez Alstom et Siemens représenteraient entre 4 000 et 6 000 emplois. Lors du rachat de la branche Énergie par General Electric (GE), des garanties avaient été données aux travailleurs. Deux ans plus tard, GE supprimait 6 500 postes en Europe. En 2018, 350 postes sur 800 ont disparu chez GE Hydro (ex-Alstom) à Grenoble et un plan de 12 000 autres suppressions d'emplois a été annoncé. Maintenant, à Belfort, GE a l'intention de se débarrasser de plusieurs centaines de salariés, à commencer par plusieurs secteurs ex-Alstom, où un plan de licenciements déguisé en ruptures conventionnelles collectives est mis en œuvre.

Cette opération financière de fusion-acquisition ne se réalisera peut-être pas, mais les gros constructeurs ferroviaires qui ont des usines en Europe, Alstom, Siemens et Bombardier, savent nouer entre eux des alliances circonstancielles, en toute opacité. Ils savent s'entendre secrètement pour se partager des marchés publics, et augmenter leurs profits en aggravant l'exploitation des salariés, et en n'investissant qu'au minimum.

Le contrôle des travailleurs sur les comptes de ces géants s'impose.

**Correspondant LO**

## Stocamine – Wittelsheim : les déchets toxiques resteront sous terre

Lundi 21 janvier, le ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, a annoncé la décision de procéder au confinement définitif des déchets dangereux stockés sur le site Stocamine à Wittelsheim, près de Mulhouse dans le Haut-Rhin. Il rejette ainsi la solution réclamée par les habitants et les associations : l'extraction totale des déchets.

Cette entreprise d'enfouissement de déchets ultimes dans des anciennes galeries des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), a été créée à la fin des années 1990 avec l'aval de l'État. À l'époque, le projet était présenté comme sans danger, permettant même de créer des emplois.

Entre 1999 et 2002, 44 000 tonnes de déchets non recyclables et hautement toxiques, comprenant de l'arsenic, du cyanure, du mercure ou encore de l'amiante, y ont été stockés à 600 mètres de profondeur.

Dès 2002, un incendie se déclençait au fond et mit deux mois à être maîtrisé. Des travailleurs furent intoxiqués. Stocamine a été condamné pour n'avoir pas contrôlé le contenu des lots de déchets qui ont provoqué l'incendie et pour violation des règles de sécurité.

Depuis lors, l'incertitude règne concernant l'avenir du site. Car en plus les galeries de stockage de déchets se trouvent à proximité de la nappe phréatique d'Alsace, la plus grande nappe d'Europe. Que se passera-t-il si elle est polluée par les déchets ?

En 2014, l'État a décidé d'extraire des galeries près de 2 300 tonnes de déchets contenant du mercure. En 2018, un rapport d'information parlementaire recommandait la solution du déstockage des 42 000 tonnes de déchets restants. Revenant sur le bilan de Stocamine, ce

rapport parlait d'un « cas d'école de toutes les erreurs à ne pas commettre » et de « risque considérable pour l'environnement ».

L'État a décidé de ne pas suivre ces recommandations. Il se justifie par ces perles : « *Compte tenu des enjeux, de la balance des risques* » et du surcoût lié au déstockage, « *la solution la plus adaptée demeure la poursuite du chantier de confinement des déchets restants, sans déstockage supplémentaire* ». Cette décision a soulevé l'indignation des habitants, associations et élus locaux, qui mettent en avant la faisabilité du projet d'extraction des déchets. En plein grand débat, ils pointent du doigt l'hypocrisie du gouvernement, qui prend ces décisions de manière unilatérale.

Cette affaire est scandaleuse depuis le début. L'État a confié à une entreprise privée avide de profits l'enfouissement de déchets hautement toxiques, sans aucun contrôle et sans réflexion à long terme sur les risques pour les salariés, les habitants et l'environnement. La collectivité a été chargée de financer les différents travaux (coût estimé à 146 millions d'euros depuis 2009), la population n'a jamais son mot à dire, alors qu'elle paie la facture.

L'affaire Stocamine illustre encore l'irresponsabilité généralisée du système capitaliste.

**Correspondant LO**

## Eternit – Vernon : fin de la grève, pas des revendications

La douzaine de travailleurs représentant 80 % de la production d'Eternit Vernon (ex-SEA) qui étaient en grève depuis le 3 janvier ont repris le travail mercredi 23 sans avoir atteint leurs objectifs.

Cette entreprise de 50 salariés a fusionné l'an dernier avec Eternit France, 500 salariés, faisant partie du groupe belge Etex, qui compte 14 500 salariés dans 113 usines et 42 pays. Les travailleurs n'acceptaient pas les changements qui leur étaient imposés depuis, ni sur les primes, ni sur le système de prévoyance et de mutuelle, ni sur la baisse de leur participation. Ils perdaient beaucoup d'argent d'un côté, et disposaient d'une protection moindre de l'autre. Ils n'acceptaient pas non plus qu'on leur impose une convention collective autre que celle de la chimie, alors que, fabriquant colles et peintures, c'était de la pure chimie selon les propres



déclarations de leur nouveau patron dans la presse locale il y a un an.

Si le patron n'a pas cédé sur les revendications, il a accepté de baisser à neuf jours les retenues sur salaire, soit cinq jours en janvier et quatre en février, et s'est engagé à ne pas imputer la grève sur le montant de la future participation et du treizième mois.

Les grévistes sont conscients des difficultés,

mais ils ne regrettent pas leur action. Il n'était pas question pour eux de laisser passer les attaques sans réagir. Si montrer qu'on sait se défendre n'arrête pas toujours les attaques, cela peut calmer un temps le jeu patronal. Et puis les revendications sont toujours dans les têtes, et donc sur la table, notamment celles qui concernent l'augmentation des salaires.

**Correspondant LO**

## Sandvik – Fondettes : les grévistes se font craindre

Fin octobre 2018, le groupe suédois Sandvik, leader mondial des outils coupants pour l'industrie, multinationale largement bénéficiaire (1,3 milliard d'euros de profits en 2017), annonçait la fermeture du site de Fondettes, en Indre-et-Loire, entraînant la perte d'emploi pour 161 travailleurs.

Depuis, les salariés ont massivement fait grève lors de chaque séance de négociation sur les mesures d'accompagnement. Le reste du temps, ils ont maintenu une agitation et une contestation permanentes, sous forme d'affichettes, de banderoles dans l'usine comme à l'extérieur, ce qui fait que la production a tourné vraiment au ralenti.

Face à cette situation, la direction est devenue de plus en plus arrogante et a tenté de reprendre la main en bloquant les négociations et en faisant pression sur les élus pour qu'ils se positionnent pour la reprise de l'activité.

Jeudi 17 janvier, les grévistes ont fini par dire leur colère face aux provocations patronales, envahissant la salle de réunion et interpellant les représentants de la

direction pour exiger la présence du DRH de Sandvik Europe. Les pointeuses et de nombreux documents volèrent alors dans les allées, et quelques commandes de plaquettes se retrouvèrent par terre.

On peut dire que cela permit de remettre les pendules à l'heure, car dès le lendemain matin les négociations reprurent, certes seulement dans les locaux de la Direction départementale du travail à Tours, mais toujours en présence de grévistes venus appuyer la délégation élargie.

Après un compte-rendu de la délégation de retour à l'usine, les grévistes ont de nouveau interpellé le représentant du groupe, avec de nombreuses interventions combatives parfois largement ovationnées par l'assemblée.

C'est finalement mardi 22 janvier que, après une longue négociation sous la pression des grévistes, la direction a cédé une prime supplémentaire de 25 000 euros pour tous, qui viendrait s'ajouter aux primes supralégales et conventionnelles déjà acquises, avec la possibilité d'un congé de reclassement

allant de 18 mois à 36 mois pour les plus anciens. Après le compte-rendu de cette réunion, un vote à main levée a été organisé par le délégué syndical CGT.

Très majoritairement, les grévistes ont validé la signature du PSE par les syndicats, acceptant la contrepartie de remettre l'usine en état de production pour la visite prévue d'un repreneur en début de semaine suivante. Le montant des concessions financières va de 80 000 euros pour les plus jeunes embauchés à 145 000 euros pour les ouvriers les plus anciens.

Personne dans l'usine ne croit à la possibilité d'un repreneur, d'autant qu'il s'agirait d'un concurrent, et on voit mal le groupe Sandvik en accepter un sur le site même qu'il veut fermer. Tout le monde voit que les patrons de Sandvik vont supprimer 161 emplois sur l'autel des profits, mais les grévistes sont fiers d'avoir relevé la tête collectivement et d'avoir ainsi obtenu quelques garanties financières supplémentaires pour permettre à tous d'envisager l'avenir un peu moins difficilement.

**Correspondant LO**

### Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 197 (février 2019) :

- Les gilets jaunes : l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective
- Le référendum d'initiative citoyenne, nouvelle illusion réformiste
- Grande-Bretagne : le chaos du Brexit
- Portugal : un gouvernement anti-austérité plébiscité par le patronat
- Irak : une révolte contre une situation intenable
- Rosa Luxemburg : socialiste, révolutionnaire, internationaliste

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



# Carrefour Milénis Guadeloupe : les grévistes tiennent bon !

Les travailleurs de l'hypermarché Carrefour Milénis, en Guadeloupe, sont en grève depuis le 22 novembre 2018 et le magasin est resté fermé. À Promocash, un autre magasin du groupe Despointes, la fermeture est partielle : du fait du nombre de grévistes, la direction ne peut ouvrir que le matin.

Les Despointes, actionnaires principaux du groupe, sont ceux-là mêmes qui ont fait condamner deux salariés du magasin et leur syndicat CGTG à payer 63000 euros pour avoir écrit dans un tract que ces békés ont bâti leur fortune sur l'exploitation et l'esclavage salarial.

Aujourd'hui, ils veulent baisser les salaires en supprimant certaines primes, ce qui reviendrait à une perte de 1 600 à 2 000 euros par an. Une réunion de

négociation avait débuté le jeudi 24 janvier. Mais, dès le lendemain, l'entêtement de la direction a contraint la délégation des grévistes à sortir. Elle refuse l'application de l'accord Bino tel qu'il avait été conclu le 26 février 2009 et signé par la direction de Carrefour le 11 avril.

Jacques Bino est un militant de la CGTG qui avait été assassiné le 24 février 2009, en pleine grève générale. Son nom a été donné à l'accord interprofessionnel qui, en conclusion de cette



Sous la tente du piquet de grève, les grévistes de Milénis acclamés à la fin du meeting du 26 janvier.

grève, prévoyait une rémunération supplémentaire de 200 euros pour les salaires jusqu'à 1,4 smic. Après la fin de la grève générale, les travailleurs de Milénis avaient fait seize jours de grève supplémentaires pour que l'application de l'accord Bino soit incluse dans un accord d'entreprise. Pourtant, ceux qui ont été embauchés après 2014 en sont exclus. Les grévistes exigent la prise en charge par l'employeur de l'intégralité des 200 euros net dans le salaire.

Après l'échec des dernières négociations, la direction a déclaré qu'elle

revenait à zéro, contestant les deux points sur lesquels un accord était en vue : la prime de panier et la prime de transport. Elle a tenté, lundi 28 janvier, un coup de force en ouvrant le magasin. L'annonce de cette réouverture à la radio le matin a attiré quelques clients, mais les grévistes mobilisés ont fait échouer la manœuvre : ils se sont rendus en groupe dans le magasin, ont bloqué les caisses où quatre non-grévistes avaient été installées par la direction. Les grévistes se sont adressés à elles ainsi qu'aux rares clients pour leur

réexpliquer le bien-fondé de leur action.

Les grévistes bénéficient d'un large soutien dans la population travailleuse. Tous les jours, des gens passent à leur piquet, situé dans le parking, pour les encourager et contribuer à la caisse de grève.

L'ensemble des grévistes présents ont voté unanimement la poursuite de la grève. Ils ont exprimé leur détermination à poursuivre, quotidiennement si nécessaire, leur intervention dans les locaux et ailleurs, jusqu'à ce que la direction cède.

**Marie-Céline Deshauteurs**

## La Poste – Paris 14 : distribution de pub, le trop-plein

À Paris, depuis des mois, La Poste supprime les emplois des travailleurs de sa filiale Médiapost, qui préparent et distribuent les imprimés publicitaires. Elle laisse ainsi des centaines de travailleurs sur le carreau.

Dans le même temps, arrondissement par arrondissement, la direction veut obliger les facteurs parisiens à prendre en charge ce travail supplémentaire. Il s'ajoute à la distribution du courrier, des paquets et des diverses prestations comme « veiller sur mes parents », relever des comptes, remplir une déclaration d'impôts, etc., que La Poste développe pendant qu'elle supprime des milliers d'emplois et de bureaux, au détriment du service public.

Dans plusieurs arrondissements cependant, les facteurs réagissent et n'admettent pas cette situation et ce travail supplémentaire. Ainsi, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement où travaillent 200 postiers, la quarantaine de facteurs en horaire du matin ont décidé de dire non. Ils sont en effet déjà particulièrement touchés depuis le mois d'octobre par une nouvelle restructuration qui a supprimé six tournées de facteurs. Résultat : la plupart

d'entre eux, pour pouvoir assumer correctement leur tournée, sont obligés de dépasser leur temps de travail, quelquefois de plusieurs heures par jour.

Dans un premier temps la direction, rendue prudente par la grogne du personnel qui se sent à juste titre maltraité et méprisé, avait décidé d'embaucher des intérimaires pour distribuer ces dizaines de milliers de prospectus. Mais en ce début janvier, trouvant que l'intérim coûte cher, la direction a mis fin au contrat des intérimaires. Elle a fait annoncer par les chefs d'équipe qu'à partir du 16 janvier la distribution boîte par boîte de

milliers d'imprimés par semaine devrait être assurée par les facteurs.

Croyant calmer la colère, elle a assuré à tous que ce travail en plus serait payé en heures supplémentaires, alors que bien des facteurs ne sont même pas compensés tous les jours pour les dépassements d'horaires de leur tournée ordinaire.

Jeudi 17 janvier, un groupe de facteurs est donc passé dans les travées, invitant tous les collègues à partir en délégation pour dire leur refus d'accepter de distribuer les imprimés publicitaires en plus de tout le reste. La direction, surprise, s'est retrouvée face à

plusieurs dizaines de postiers dont plusieurs ont exprimé leur colère face à son mépris et aux conditions de travail insupportables qu'elle impose. Comme le disait une factrice : « Je viens travailler en commençant à l'heure et pour finir à l'heure, pas pour faire des heures supplémentaires. »

La direction a reculé et a renoncé, pour le moment, à faire partir les facteurs en tournée avec les paquets de publicités. Et beaucoup se disent prêts à sortir de nouveau des travées si elle recommence ses pressions.

**Correspondant LO**



### Nos lecteurs écrivent Handicapés exploités

Je suis un jeune travailleur handicapé suivi par Cap emploi, le Pôle emploi version handicapés. Après des mois de recherche d'emploi, j'ai suivi une formation de sept semaines réservées aux personnes dont le handicap est reconnu par la MDPH. (...)

Ma conseillère Cap emploi me positionne sur un contrat de professionnalisation d'hôte de caisse service client, en un mot de caissier.

Ce contrat de 28 heures payé au smic doit durer six mois, dont 7 heures par semaine de formation dispensée par l'employeur. Je

dois effectuer une semaine de stage sans salaire, c'est-à-dire être formé à mes frais pour voir si je fais l'affaire. (...)

Très vite, avec un polo aux couleurs de l'enseigne, nous faisons le tour du supermarché. Les semaines suivantes, d'autres feront cette même semaine de stage dans le but de décrocher le contrat de six mois.

Le troisième jour, nous sommes seuls en caisse et les caissières voisines nous aident en nous disant : « Nous aussi nous sommes passés par là. » Leur aide est précieuse. (...)

Le stage se termine

samedi à 20 h 30 : aucun responsable pour me dire si cette semaine s'est bien passée. Pour le supermarché, je ne me fais pas de souci car, malgré mon manque d'expérience, j'ai encaissé plusieurs dizaines de milliers d'euros. (...)

Trois jours plus tard, Cap emploi m'informe par mail que je ne suis pas pris. Aucun appel de quelque responsable, pas de motif, rien. J'ai fait 35 heures de travail, alors que j'ai des restrictions d'horaire. La santé du supermarché passe avant celle des caissiers, même handicapés.

# Valeo - Angers : grève avec le soutien des gilets jaunes

L'usine Valeo d'Angers fabrique des projecteurs pour l'automobile. Elle regroupe 1 315 salariés, dont un peu plus de 800 à la production, en trois équipes plus une équipe de week-end.

Sans les primes d'équipe, de nuit ou de week-end, le salaire de base serait à peine au-dessus du smic. Or Valeo est une entreprise florissante, qui distribue des dividendes plus que confortables à ses actionnaires.

En décembre, suite à la demande du gouvernement en réaction au mouvement des gilets jaunes, la direction a décidé de distribuer une prime : 250 euros pour les ouvriers de production, 500 pour les cadres. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Mardi 15 janvier, les équipes du week-end et de la nuit ont débrayé à une

très large majorité, à la suite de quoi des assemblées générales se sont tenues dans toutes les équipes. La CGT et FO ont alors appelé à faire grève toute la journée le lundi 28 janvier.

Plusieurs dizaines de gilets jaunes étaient venus à deux reprises distribuer un tract dans la zone industrielle où est installé Valeo. Les réactions des travailleurs de l'entreprise avaient été très chaleureuses à leur égard et plusieurs d'entre eux sont venus à l'AG des gilets jaunes pour leur demander de venir les aider dans leur grève.

Dès le 27, l'équipe de



week-end s'est mise en grève et a entraîné l'équipe de nuit. À partir de 5 heures du matin, plusieurs dizaines de gilets jaunes ont renforcé les grévistes rassemblés devant l'entrée. La grève a été suivie par la moitié du personnel de production. Aucun camion n'est entré ni sorti de l'entreprise ce jour-là et la grève a fini par paralyser complètement la production de projecteurs, bloquant non seulement l'activité de

l'usine d'Angers, mais aussi celle de l'usine de Blois qui travaille en flux tendu à partir des éléments fournis par Angers.

Les grévistes ont chaudement apprécié l'aide des gilets jaunes et les discussions ont été nombreuses sur la nécessité d'une grève générale. Beaucoup sont convaincus qu'il faut que les mouvements grévistes ne se limitent pas à une seule entreprise, qu'il faut chercher la généralisation avec les salariés des autres entreprises de la zone, voire de l'agglomération. D'ores et déjà, les syndicats appellent à recommencer le 5 février, à l'occasion de la journée de grève nationale appelée par la CGT.

Quant aux gilets jaunes, qui pour la plupart sont des salariés actifs ou retraités, ils sont de plus en plus convaincus que leur

mouvement ne pourra gagner qu'avec l'entrée dans la lutte des travailleurs des grandes entreprises. Il apparaît de plus en plus nettement aux yeux de tous que, derrière le gouvernement de Macron, le véritable ennemi c'est le grand capital.

Au final, près d'une centaine de gilets jaunes sont venus soutenir activement les grévistes de Valeo. L'AG des gilets jaunes qui devait se tenir le soir même sous le parking du magasin Carrefour Saint-Serge s'est tenue devant l'usine Valeo. L'une des actions décidées lors de cette réunion, c'est de recommencer le 5 février, pour soutenir à nouveau les grévistes de Valeo, mais aussi les travailleurs des autres entreprises qui pourraient se joindre à la grève ce jour-là.

**Correspondant LO**

## Extrait du bulletin Renault SOVAB Batilly

### Réfléchissons

Pour atteindre les 164 000 Master à fabriquer en 2019, la direction de Renault va chercher à augmenter le temps de travail et, parallèlement, les cadences. C'est ainsi qu'en Peinture elle commence

par supprimer les pauses de cinq minutes destinées au nettoyage et celles qui permettent d'aller aux toilettes ! En Tôlerie, la production continue carrément pendant les pauses.

Il va falloir qu'on prenne

une grande pause pour réfléchir tous ensemble. Les augmentations, on est pour, mais pour les salaires et les embauches... pas pour les cadences, qui sont déjà insoutenables.

*Lutte ouvrière*

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Brésil : une catastrophe annoncée

**Vendredi 25 janvier, suite à la rupture d'un barrage de la société minière brésilienne Vale, situé près de la ville de Brumadinho à 50 kilomètres de Belo Horizonte, la capitale du Minas Gerais, 13 millions de mètres cubes de boue se sont déversés dans la vallée. On compte déjà 58 morts et près de 300 disparus.**

24 000 personnes ont été évacuées car d'autres barrages menacent de se rompre en chaîne. Et si la coulée de boue n'est pas stoppée par un autre barrage à 200 kilomètres en aval, c'est toute la vallée du Sao Francisco qui sera polluée jusqu'à l'océan au nord de Bahia à 2 000 km de là.

Les mines de fer sont exploitées à ciel ouvert, au moyen d'énormes bulldozers. Le premier traitement consiste à séparer le minerai de la terre à laquelle il est mélangé. Cela se fait par lavage et à chaque tonne de minerai correspond une tonne de boue. Au lieu d'en faire des résidus secs, il est plus facile et moins coûteux de construire des barrages dans une vallée proche afin de stocker les boues, sans se préoccuper du danger qu'elles font planer sur les ouvriers et les villages environnants. À Brumadinho, le centre administratif de la

mine et la cantine des salariés étaient juste en contrebas du barrage qui a cédé à l'heure du repas.

Une catastrophe semblable avait fait l'actualité en novembre 2015 à Bento Rodrigues, à 100 km de là, dans une mine de Sanmarco, filiale de Vale et du groupe BHP Billiton, autre géant du secteur. Il y avait eu 18 morts. Les 50 millions de mètres cubes de boue avaient dévalé jusqu'à l'océan, ravageant sur 500 km la vallée du rio Doce d'où toute vie a disparu. Il y a dans le Minas Gerais 450 barrages de ce type, dont un tiers appartient à Vale. Depuis 2001, sept se sont rompus. Une vingtaine seraient dangereux. Mais on ne peut guère se fier aux organismes de contrôle. Ainsi le 10 janvier, le barrage de Brumadinho avait encore été inspecté et déclaré conforme par un bureau d'expertise qui dépend en fait de Vale.



ANDRÉ PENNER/AP SIPA

Vale, premier producteur mondial de minerai de fer, possède aussi des mines de nickel et autres métaux, des usines d'engrais, des centrales électriques, des ports, des chemins de fer, des forêts. En 2017, ses 76 000 salariés lui ont permis de faire 5,5 milliards de dollars de profits, sur un chiffre d'affaires de 34 milliards. Quelle que soit leur couleur politique, le gouvernement brésilien et le gouverneur de Minas Gerais n'ont rien à lui refuser. Pour obtenir un permis de prospecter ou d'exploiter, il lui suffit de demander. Face à un tel pouvoir, que pèsent les vies de quelques dizaines de salariés et de riverains, les régions ravagées, l'océan et les fleuves pollués?

Vincent Gelas

## Migrants : entre deux campements

**Mardi 29 janvier, le camp de migrants situé sous le périphérique parisien à la hauteur de la porte de la Chapelle a été évacué par la police.**

L'opération s'est faite en présence d'élus et de représentants d'associations d'aide aux réfugiés dans le cadre des opérations de mise à l'abri organisées par la préfecture.

Trois cents personnes sur le millier que comptait le camp, selon les associations, ont été emmenées vers des gymnases et des hébergements d'urgence. C'est la troisième évacuation après celle de la porte de Clignancourt le 22 janvier et une autre, à La Plaine Saint-Denis, le 25 janvier, qui a démantelé un campement de cinq cents personnes.

Beaucoup acceptent, pour fuir le froid, la saleté, les trafiquants et toute la violence de la rue. Mais d'autres refusent par peur de se voir fichés, renvoyés vers le pays par lequel ils sont entrés en Europe et qui peut les expulser. La mise à l'abri se double en effet d'un examen de leur situation sanitaire mais aussi administrative, ce qui peut se retourner contre eux. «Moi,

*j'ai mes empreintes en Suède, a déclaré un des réfractaires à l'évacuation, et si je suis en Suède, ils peuvent me renvoyer en Afghanistan. Je préfère dormir dehors, même s'il fait froid.»* Un autre a refusé d'être renvoyé en Italie où le gouvernement n'accueille pas les migrants à bras ouverts.

Mais on ne peut pas dire que les autorités françaises soient plus accueillantes. La mise à l'abri, c'est le minimum vital. Mais c'est temporaire, parfois seulement pour quelques nuits, dans des lieux inadaptés quand

il s'agit de gymnases, dont souvent les utilisateurs habituels manifestent leur réticence, voire une hostilité facilement exploitée par des politiciens de droite comme récemment dans le seizième arrondissement.

De toute façon, il manque des lieux d'hébergement, puisque 1 200 places seraient prévues pour plus de 2 000 migrants installés au nord de Paris.

Il ne leur reste plus qu'à retrouver la rue, des campements insalubres, régulièrement détruits par le gouvernement d'un pays riche où, comme le dit un des Médecins du monde «l'inacceptable se banalise».

Sylvie Maréchal



Le camp Porte de la Chapelle, avant l'évacuation.

## Enfance en danger : la poudre aux yeux du gouvernement

**Le gouvernement vient de créer un emploi : celui de secrétaire d'État à l'enfance. Cela fait un heureux : Adrien Taquet, ancien patron d'agence de pub et macroniste de la première heure, qui passe de député à sous-ministre.**

Par contre, la situation des enfants ayant besoin d'aide sociale est bien moins brillante et ne promet pas vraiment de s'améliorer car le nouveau secrétariat d'État ne dispose d'aucun budget. Sa tâche sera simplement de coordonner les politiques publiques dans le domaine de l'enfance.

En France, plus de 340 000 enfants font l'objet de mesures de protection mises en œuvre par les départements, dont les plus pauvres manquent cruellement de moyens. Ainsi en Seine-Saint-Denis, par manque d'éducateurs, 900 enfants doivent attendre jusqu'à dix-huit mois qu'une mesure prise en leur faveur par un juge, comme un

suivi psychologique, puisse être effective. Ailleurs, des foyers où les jeunes sont placés n'ont pas les moyens financiers d'embaucher du personnel qualifié et il arrive que les enfants y soient victimes de maltraitance. Cela a des conséquences sur leur future vie d'adulte : on estime qu'un sans domicile fixe sur quatre est un ancien enfant placé.

Le gouvernement laisse les départements se débrouiller tant bien que mal avec ce problème, les enfants en faisant les frais. C'est moins coûteux de se doter d'un secrétaire d'État que d'embaucher les éducateurs et autres professionnels qui seraient nécessaires.

Lucien Déroit

## Cercle Léon Trotsky

**Le capitalisme,  
un système économique  
à l'agonie,  
un ordre  
social à renverser**

**Vendredi 22 février à 20 h 30**

**Grande salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité**

*Participation aux frais : 3 euros*